

REVUE DE LA

CHAMBRE DE COMMERCE

FRANÇAISE

AU CANADA



HIVER

1961

No 562



Le soudage comme méthode de fabrication, tirant profit des recherches scientifiques et des inventions récentes, joue un rôle toujours plus important dans la conception de nouveaux produits en métal.

Il existe aujourd'hui des techniques, des procédés et des matériaux de soudage qui permettent la fabrication plus rapide et plus économique de produits en métal ferreux et non-ferreux. Déjà plusieurs industries importantes fabriquent très avantageusement des produits pour lesquels on avait prévu le soudage automatique ou semi-automatique comme méthode de fabrication.

Ne serait-il pas sage d'examiner votre propre situation afin de profiter, vous aussi, de ces méthodes si efficaces et si économiques ?

Avez-vous besoin de renseignements techniques en ce qui concerne ces procédés et leur application concrète ? N'hésitez pas à nous consulter — nos ingénieurs sont là pour vous servir.

Canadian LIQUID AIR Company
LIMITED

ST. JOHN'S, SYDNEY, HALIFAX, MONCTON, SAINT JOHN, BATHURST, QUEBEC, SOREL, MONTREAL, THETFORD, SEPT-ILES, OTTAWA, CORNWALL, BROCKVILLE, TORONTO, OAKVILLE, HAMILTON, NIAGARA FALLS, WATERLOO, BRANTFORD, LONDON, SARNIA, CHATHAM, WINDSOR, SUDBURY, COPPER CLIFF, ELLIOTT LAKE, PORT ARTHUR, WINNIPEG, REGINA, SASKATOON, EDMONTON, CALGARY, RED DEER, MEDICINE HAT, CRANBROOK, VANCOUVER, VICTORIA, KITIMAT, DAWSON CREEK, NANAIMO.

REVUE
DE LA
CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE
AU CANADA

Hiver 1961, No 562

La conjoncture au Canada	H. Mhun	3
Le rôle de la délégation générale du Québec à Paris	Hon. G.-É. Lapalme	5
La Chambre fête ses 75 ans		7
Impératifs et contradictions de la politique économique des États-Unis	H. Blanchenay	9
Le tourisme économique	L. Collard	11
La fabrication du champagne		13
L'humour anglais et les problèmes financiers		15
Bibliographie pour l'homme d'affaires		18
A changing pattern of distribution in Europe		19
Propositions d'affaires		21
Automobiles: The Struggle for new Outlets		23
French Consumer Spending		29
Nos nouveaux membres		32
Notre carnet		32

**CHAMBRE DE COMMERCE
FRANÇAISE AU CANADA**

429, Avenue Viger
Montréal, Qué.

Tél. : Victor 2-9420
Adr. Tél. : Gallia Montréal

Bureau de Paris :
31, Avenue Pierre 1er de Serbie (16e)
Tél. : Kléber 68-50

La Revue est publiée chaque trimestre par la
Chambre de Commerce Française au Canada.

Prix : 25 cents le numéro

*Autorisé comme envoi postal de deuxième classe par
le ministère des Postes*

Imprimé par
PIERRE DES MARAIS

225 est, rue Roy, Montréal 18 — AV. 8-5191

Couverture :

L'arbre de Noël de la Place de l'Hôtel de Ville, à Paris.

Cable : STARBER, Montréal

Telex 01-2169

Courtiers en Douane
Expéditeurs
Entreposeurs
Camionneurs
Agents Transitaires

ST. ARNAUD & BERGEVIN

LIMITÉE

118, rue St-Pierre
Montréal, P.Q.
Tél.: VI. 4-1561

Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada



POULENC

LIMITÉE

spécialités thérapeutiques de choix

8580 Esplanade

Montréal

ILS SONT TOUS AU COURANT EXCEPTÉ LENOIR ...



Lenoir ne l'admettra peut-être pas... mais il est le seul qui n'ait pas encore découvert les avantages que procure la lecture complète de la Revue des Affaires de la B de M.

Ce rapport mensuel concis sur la situation économique vous tient au courant de l'état

des affaires au Canada. Ne manquez donc pas de le lire tous les mois. Même si vous vous appelez Lenoir, nous nous ferons un plaisir de vous en envoyer un exemplaire. Pour cela, vous n'avez qu'à écrire un mot au Service d'expansion commerciale, Banque de Montréal, B. P. 6002, Montréal 3 (P.Q.)

BANQUE DE MONTRÉAL

La Première Banque au Canada

SIÈGE SOCIAL : MONTRÉAL

Londres :

Bureau principal, 47 Threadneedle St., E.C. 2

JOHN TURNER, directeur général adjoint

Bureau de West End, 9 Waterloo Place, Pall Mall, S.W. 1

E. J. BENSON, gérant

Paris :

10 Place Vendôme, Paris 1er



RESSOURCES: PLUS DE \$3,300,000,000. 850 SUCCURSALES AU R.-U., AUX É.-U. ET EN EUROPE

La Conjoncture au Canada

Le redressement actuel des affaires se poursuivra probablement en 1962. Dans la plupart des branches de l'économie on devrait enregistrer l'année prochaine une amélioration des ventes et des bénéfices. Les indices les plus récents reflètent même une meilleure disposition des consommateurs dont les achats tendent à s'accroître.

Mais aucun des secteurs de l'activité ne permet d'envisager une forte accélération de la reprise en 1962. Il y a les plus grandes chances pour que l'expansion de l'économie s'effectue à un taux comparable à celui de cette année. Les investissements du secteur privé et les dépenses gouvernementales se maintiendront sans doute à leur niveau actuel. Les exportations, dont la tenue a été satisfaisante en 1960, pourraient s'accroître sensiblement si le redressement de la conjoncture se poursuivait aux États-Unis, comme on l'espère généralement.

La durée du cycle d'expansion actuel, le cinquième depuis la dernière guerre, ne semble pas devoir être très longue. L'économie canadienne souffre toujours d'un excédent de capacité industrielle non utilisé et d'un sous-emploi sérieux. Depuis la fin du "boom" d'après-guerre, pendant les quatre années de 1957 à 1960, le produit national brut réel - en dollars constants - n'a progressé en moyenne que de 1,7% par an. L'augmentation avait été respectivement de 6,8% de 1948 à 1952 et de 4,7% de 1952 à 1956. À titre comparatif, mentionnons que le taux d'expansion est d'environ 5% présentement dans la Communauté Économique Européenne.

Le Canada ne retrouvera vraisemblablement pas en 1962 un rythme d'expansion lui permettant d'utiliser la totalité de ses capacités productives et d'atteindre le plein emploi, même relatif. Pour y parvenir il est nécessaire que les pouvoirs publics (le gouvernement fédéral en premier lieu) déterminent une politique économique à long terme précise, comportant des objectifs clairs et définis. Ce besoin d'orientation se fait particulièrement sentir sur le double plan de la production industrielle et du commerce extérieur.

*A tous ses membres et amis
la Chambre de Commerce Française au Canada
offre ses meilleurs vœux
à l'occasion de Noël et du Nouvel An*

ÉTUDE, PLACEMENT & GESTION

DE

TOUTES ASSURANCES

Incendie - Auto - Responsabilité civile et patronale -
Bris de glace, de machines, de chaudières - Vol -
Pertes de bénéfiques - Vie - Maladie - Fonds de pension -
Groupe - Maritime et transport terrestres.

HUBERT DU CREST

Courtier d'assurance agréé

275 ouest rue St-Jacques, Montréal

Tél.: VI. 9-5686

*29 ans d'expérience,
dont 4 au Canada.
Sérieuses références à Montréal.*

POUR VOS OPÉRATIONS SUR TITRES

Étude de portefeuilles

Achat et vente d'actions et d'obligations

Fonds mutuels

L. G. BEAUBIEN CIE

Agents de change près la Bourse de Montréal
et la Bourse Canadienne

221 ouest, rue Notre-Dame

Téléphone: Victor 2-2171

MONTREAL 1

BRUXELLES • PARIS • GENÈVE

*Pour l'exécution d'ordres sur les Places européennes,
consultez notre Service de l'étranger.*



Le trait d'union entre la France et le Canada

BANQUE CANADIENNE NATIONALE (France)

37, RUE CAUMARTIN, PARIS

BANQUE CANADIENNE NATIONALE

Fondée en 1874

CAPITAL	\$ 10,000,000
FONDS DE RÉSERVE	33,000,000
ACTIF, PLUS DE	775,000,000

PLACE D'ARMES, MONTREAL

600 bureaux au Canada



LE RÔLE DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À PARIS

L'Honorable Georges-Émile Lapalme, procureur général et ministre des Affaires culturelles de la province de Québec, a été reçu par la Chambre de Commerce Française au Canada, le 30 octobre dernier. Invité à parler des relations entre la France et le Québec, il a souligné certains aspects des échanges culturels pouvant résulter de l'ouverture récente, à Paris, de la délégation générale de la province de Québec. La réunion, présidée par M. Jean Pensot, avait lieu à l'hôtel Ritz-Carlton.

Faisant brièvement l'historique de la Maison du Québec, M. Lapalme a d'abord rappelé que le ministre des Affaires culturelles de France, M. André Malraux, en avait lui-même suggéré la création, au cours du voyage que faisait M. Lapalme en Europe, l'automne dernier.

"Nous lui avons expliqué, de dire M. Lapalme, que nous n'avions pas besoin de fonds, mais de l'appui moral de la France pour faire rayonner en terre d'Amérique cette culture française qui a survécu depuis la conquête malgré l'inertie et le désintéressement de la mère-patrie.

« Et M. Malraux, qui comprenait le rôle que peut jouer le Québec au sein de cette population de huit millions de francophones dispersés sur notre continent, a abattu le pire obstacle qui aurait pu nous empêcher de fonder notre Maison du Québec à Paris.

« Nous ignorions, en effet, continue le procureur général, quelle serait l'attitude du gouvernement français



Avant le déjeuner, MM. J. Pensot, G.-É. Lapalme et Boyer de Sainte-Suzanne, Consul Général de France à Montréal.



L'hon. Georges-Émile Lapalme

devant cette province qui voulait se donner une ambassade comme si elle était un Etat autonome, et la suggestion de M. Malraux dissipait toutes nos inquiétudes.

« Je disais au ministre des affaires culturelles français que nous sommes 6,000,000 de Français au Canada et 8,000,000 avec les Franco-Américains. C'est la plus grande force française en dehors des frontières de la France et cela sans qu'aucune goutte de sang soit versée, sans qu'un franc soit dépensé. La France n'a pas le droit d'ignorer ces choses. Et Malraux répondit alors qu'une seule chose s'imposait : l'ouverture d'une Maison du Québec.

« Plus tard, au soir de l'inauguration de cette Maison, Malraux me déclarait que, maintenant, il ne fallait plus perdre une minute et se mettre au travail.

« Les répercussions de cet événement n'ont pas tardé à se faire sentir car, pour la première fois dans notre histoire, un Etat américain, le New-Hampshire, nous a conviés officiellement au congrès biennal des Franco-Américains. Une partie même de l'organisation de ce congrès a été confiée au ministère des affaires culturelles et inutile de vous dire également que le département du Canada français d'outre-frontière a suscité un immense intérêt.

"Qu'arrivera-t-il demain ? Je l'ignore, mais nous avons demandé à la France, fièrement, de travailler conjointement à l'épanouissement de la culture française sur le continent nord-américain. Nous voulons bien faire, pourvu que nous ne soyons pas seuls ».



PARIS...PORTE DE L'EUROPE

PARIS est sur votre route quelle que soit votre destination en Europe. Grâce à la Caravelle toutes les grandes villes d'Europe sont à votre portée: Athènes, Barcelone, Berlin, Copenhague, Dusseldorf, Francfort, Genève, Hambourg, Lisbonne, Londres, Madrid, Marseille, Milan, Moscou, Munich, Nice, Palma, Prague, Rome, Vienne, Varsovie. Visitez aussi LONDRES - BRUXELLES - AMSTERDAM sans supplément de prix. De Montréal ou New York à Paris, voyagez sans escale en Boeing 707 Intercontinental. Vols directs de Chicago et Los Angeles. Bureaux à Montréal, Toronto et Vancouver. Consultez votre agent de voyages, ou Air France, à Montréal, 1020 rue Sainte-Catherine ouest—UN. 1-9001. Hors de Montréal: ZENITH 4-5000.



AIR FRANCE

LES DEUX MEILLEURS "JETS" SUR LE PLUS GRAND RÉSEAU DU MONDE

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA FÊTE SES 75 ANS

La Chambre de Commerce Française au Canada, fondée en 1886, est entrée en 1961 dans sa 75ème année d'activité. Les membres et les amis de la Chambre ont célébré cet anniversaire avec un éclat tout particulier, au cours d'un dîner dansant, le 30 novembre à l'Hôtel Ritz Carlton de Montréal. Plus de 300 convives, dont un bon nombre de nos anciens présidents assis à la table d'honneur, étaient présents à cette réunion amicale, rehaussée par le charme et l'élégance des dames. Le Comité National des Vins de France coopéra au succès de la soirée en offrant d'excellents crus. Son Excellence M. François Lacoste, ambassadeur de France et président d'honneur de notre Chambre — qui doit bientôt nous quitter pour Bruxelles — présidait le dîner en compagnie de Madame Lacoste. Dans une allocution pleine d'humour, que nous reproduisons ici, M. Lacoste rendit hommage à cette jeune et vigoureuse dame de 75 ans qu'est la Chambre. Et, tour à tour, MM. Ponsot, notre président actuel, Brassac et Malavoy célébrèrent, comme il se doit en pareille circonstance, les louanges du Bourgogne, du Bordeaux et du Champagne. Leur article figure ci-dessous.

Nous avons ce soir soixante-quinze ans ! Et nous les portons, Dieu merci, fort allègrement. Il est beau, n'est-ce pas, et il est rare, arrivant à cet âge, de se sentir plus jeune que jamais ! C'est pourtant notre cas. Aussi est-ce avec une égale complaisance que nous dirigeons nos regards vers chacune des trois phases qui composent, pour les institutions comme pour les individus, le temps de leur vie : nous contemplons notre passé avec émotion et fierté ; nous jetons sur notre présent un coup d'œil orgueilleux, mais néanmoins convenablement insatisfait ; et nous envisageons notre avenir avec une impatiente et intransigeante ambition.

Voilà, direz-vous, des sentiments bien humains pour une entité collective aussi abstraite qu'une chambre de commerce ! Mais une institution de cette sorte n'a de vie, précisément, que celle des membres qui la composent : l'histoire de notre compagnie montre qu'elle n'a jamais manqué — c'est ce qui a toujours fait sa vitalité, c'est ce qui fait aujourd'hui sa force — c'est ce qui nourrit notre foi en ses lendemains — de personnalités dynamiques et entreprenantes.

Mesdames, Messieurs, la célébration d'un anniversaire ne doit pas être marqué seulement par un festin. Elle doit aussi comporter une méditation. Ne fût-ce qu'un instant, il convient de faire un retour sur soi : une reprise de conscience, un acte de gratitude pour ce que l'on a reçu, une pensée de reconnaissance à l'adresse de ceux qui ont donné ; un coup de sextant pour faire le point sur la route de la vie ; parfois un coup de barre pour redresser la course, ou pour l'infléchir ; enfin, pour retendre les voiles et assurer la marche du navire, quelques fermes résolutions — voilà les rites salutaires au moment où l'on franchit le cap d'un nouveau quart de siècle — le troisième dans l'existence de notre institution.

* * *

La Chambre de Commerce française au Canada est née en 1886. Le nom de l'homme qui a pris l'initiative de sa création m'est familier : le Consul général, M. Dubail, était, je crois, père du premier conseiller sous les ordres duquel j'ai servi à l'étranger, à Belgrade, il y aura bientôt trente ans.

Bien que la résidence permanente de l'unique représentant de la France au Canada, à cette époque, fût Québec, c'est par égard pour la puissance déjà souveraine de ce centre d'affaires à Montréal que M. Dubail, auteur de la

lignée des présidents d'honneur à laquelle je me fais aujourd'hui gloire d'appartenir, vint fonder notre groupement — le troisième de son espèce, après Montevideo, puis Londres, dans l'histoire du Commerce extérieur de la France.

Les débuts furent modestes : sous notre premier président exécutif, M. Schwob, le nombre des membres était dix !

En 1894, notre compagnie accueillit avec satisfaction la nouvelle que la résidence de son Président d'honneur de l'époque, qui portait alors le titre de « Consul général de France au Canada », était désormais fixée à Montréal.

Qu'il me soit permis d'évoquer ici la mémoire d'un homme, disparu l'été dernier, qui m'a été très cher. M. Paul Emile Naggiar, qui fut, avant la guerre, mon premier chef comme ministre en Yougoslavie, puis de nouveau en Chine, où il fut notre premier ambassadeur, et qui termina sa carrière comme représentant de la France en URSS. Il fut, ici, l'une de nos grands consuls généraux. Dans la dernière lettre que j'ai reçue de lui, peu de temps avant sa mort, il évoquait son rôle à Montréal, dans un Canada qui n'avait pas encore accédé à la plénitude de la personnalité internationale, mais qui était déjà en plein essor, et où il avait la fierté d'être, en fait, le représentant de la France.



S. Exc. M. Francis Lacoste, Mme Lacoste,
M. et Mme Jean Ponsot.

Dès lors, nos agents dans la métropole montréalaise suivaient régulièrement avec d'autant d'intérêt que d'assiduité, les travaux de la Chambre. Et lorsqu'en 1928 une représentation diplomatique fut ouverte pour la première fois dans la capitale fédérale, à Ottawa, sous les auspices de M. Jean Knight, ministre plénipotentiaire, le Consul général de France à Montréal conserva la tâche de prendre part aux travaux de la Chambre de Commerce. Il n'est que de consulter les comptes rendus de ses séances, régulièrement publiés par le Bulletin mensuel, créé en 1893, pour se rendre compte de l'assiduité avec laquelle nos consuls généraux assistaient à ces réunions.

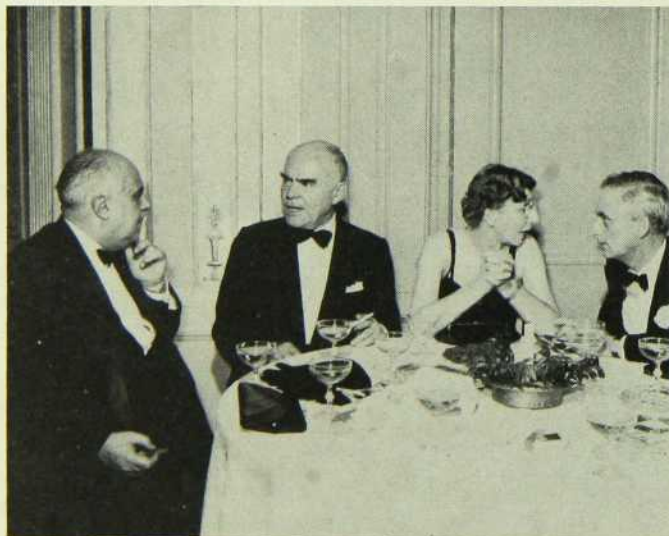
Oui, ces consuls généraux travaillaient à la Chambre de Commerce. Mais, amère injustice, dès que la légation de France eût ouvert ses portes à Ottawa, notre Compagnie, toujours soucieuse de se pousser dans le monde, offrit la présidence d'honneur à M. Knight, qui l'accepta, pour lui et pour ses successeurs.

Je vous demande pardon, mon cher Sainte-Suzanne, de cette inique captation d'héritage — mais, outre que je n'en suis pas l'auteur, et sans parler de mon attachement personnel à notre Chambre, que je ne veux nullement quitter, — le soin que je dois avoir, aujourd'hui, — plus que jamais, de la perpétuation des prérogatives des ambassadeurs de France à venir en ce pays, m'interdit de vous restituer ce que M. Knight prit alors à M. Carteron.

Notez, Mesdames et Messieurs, que nos consuls généraux en cette ville, toujours distingués par leur réalisme, ne tardèrent pas à tirer les conséquences de la nouvelle situation : dès l'année suivante, en 1929 — celle où j'entrai au service du Quai d'Orsay — M. Carteron, donc, prenait l'initiative de la première « réunion gastronomique », suivie, comme vous savez, depuis lors, d'une longue série d'agapes fastueuses; et peu à peu des déjeuners-causerie se substituaient aux séances de travail d'antan... Les consuls généraux viennent toujours s'asseoir à la table de la Chambre de Commerce. Seulement, cette table n'est plus recouverte d'un tapis vert, mais d'une nappe blanche !

* * *

Les statuts originels de la Chambre de Commerce française de Montréal portaient qu'elle aurait pour objet de « recueillir et échanger avec les commerçants et les institutions commerciales de la métropole tous les renseignements propres à développer les rapports commerciaux, industriels et financiers entre la France et le Canada » et



M. Boyer-de-Ste-Suzanne, M. P.-E. Tremblay,
Mme Boyer-de-Ste-Suzanne et M. P.-J.T. Stevenson.



M. Vibien, Mme Devinat, M. Boyer de Ste-Suzanne, Mme Vibien,
M. Devinat, M. Treuil.

son bulletin mensuel, dont je citais tout à l'heure l'acte de naissance, en 1893, n'a cessé depuis de tenir à jour un tableau des aspects les plus divers de la vie économique au Canada et en France, en même temps qu'il rend compte des activités de la Chambre.

I do not doubt that all members of our Company, whatever their origin, their mother tongue, their business associations, and their habitual haunts, whether in Outremont or in Westmount, are familiar with the peculiar brand of the vernacular which I have been, so far, using — and that not one word of what I said escaped their apprehension and understanding.

It would, however, be in line with the trends of the Chambre de Commerce, as well as in keeping with her great tradition of courtesy, if I were permitted to address them, in English, for a brief moment — this, of course, purporting not the slightest slight of their knowledge of French.

I was just about to say that our monthly bulletin became bilingual as early as 1906. Most of us were not even born, then ! It shows what our preoccupations were, at the time : tariff negotiations between France and Canada — a treaty of commerce had been signed on that subject in 1893, but adjustments are always on their way; direct maritime relations between the two : a first attempt had been made in 1896 with a French line plying between Dunkerque and Motnreal. But that effort was short lived, and a Belgian company took over, with a regular call at Boulogne. Then, in 1900, the dear bulletin announces exultantly the opening of a Franco Canadian maritime service between Le Havre, Bordeaux, Québec and Montreal, with an annual subsidy of fifty thousand dollars from the Federal Government. Even allowing for the difference in the value of money between then and now, blessed were those days when such a handful of peanuts from Ottawa could keep a company afloat. I bet that M. Fleming would enjoy being able, to-day, to accomplish so much with so little !

In 1912 the good ship « Niagara », of the Compagnie Générale Transatlantique, better known as the Transat, or, affectionately, as « The French Line », puts in an appearance at Quebec, and the next year « La Touraine », of the same Company, following in the wake of Jacques Cartier's « Grande Hermine », « Petite Hermine » and

(Suite à la page 12)

IMPÉRATIFS ET CONTRADICTIONS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS

par Henri Blanchenay

Sous ce titre, M. Henri Blanchenay, directeur de la succursale de New-York de la Société Générale, a prononcé le 5 octobre dernier une conférence devant les membres de l'Association Industrielle, Commerciale et Agricole de Lyon. Nous en reproduisons de larges extraits.

L'Europe est souvent tentée d'analyser la politique économique des ETATS-UNIS suivant le paramètre classique d'une droite opposée à une gauche. Pourtant, les hommes politiques américains, classés sous les étiquettes bien connues de « Républicains » et « Démocrates », auraient bien du mal à se reconnaître eux-mêmes de « Droite » ou de « Gauche ». Alors qu'en France on a presque honte de se dire de « Droite », il n'y a personne même parmi les « Démocrates » qui, aux ETATS-UNIS, avouerait être de « Gauche » et le mot « Libéral » y prend parfois de curieux reflets. Une fois apaisés les remous électoraux, il est patent que les impératifs de la politique économique américaine, voire de la politique tout court, restent sous KENNEDY ce qu'ils étaient sous EISENHOWER, comme ils étaient restés sous cette dernière Présidence ce qu'ils étaient sous TRUMAN.

Sans doute, le jeune Président KENNEDY a-t-il voulu créer un climat de nouveauté. Loin de flatter ses administrés, il leur montre chaque jour leur avilissement. Il fait honte au peuple le plus riche du monde de connaître encore des affamés et des sans-logis, de perdre la course à l'espace, de se complaire à des méthodes surannées, de perdre le sens de la productivité, de revendiquer le droit aux loisirs pendant que d'autres puissances, tenues à la discipline du besoin ou à celle de la conquête, gagnent chaque jour de nouvelles batailles sur le terrain même qui semblait devoir être le champ clos des ETATS-UNIS : la prospérité économique.

Mais, et ce n'est pas le moindre paradoxe (en apparence, tout au moins) de la politique américaine, le jeune Président Démocrate n'est pas tellement éloigné du « vieux » EISENHOWER. Ce dernier, avant de s'en aller, s'était ému déjà de la torpeur dans laquelle s'engourdissait le pays. Il avait confié à une Commission dite des « OBJECTIFS POUR LES AMERICAINS » (GOALS FOR AMERICANS) le soin de tracer un programme d'action. Le rapport de cette Commission, publié en Novembre 1960, propose, au dedans comme dehors, des têtes de chapitre que le Président KENNEDY ne renierait certainement pas. Ce rapport va même jusqu'à préconiser « une organisation efficiente de l'Economie ». Il réclame une intervention plus énergique dans les grèves qui la menacent, une action plus soutenue dans le développement des zones critiques, etc. Certes, les moyens proposés ne vont pas aussi loin que l'auraient suggéré des Démocrates. Mais le seul énoncé de ces têtes de chapitres est d'une grande hardiesse pour une Administration républicaine dont le dogme s'était toujours tenu à l'écart du moindre soupçon de dirigisme.

Parallèlement, une autre Commission, créée par la Fondation Rockefeller, avait défini des buts assez analogues à ceux tracés par la Commission présidentielle. On sait que les Frères Rockefeller sont également d'appartenance républicaine. M. Nelson Rockefeller, Gouverneur de l'Etat de New-York, qui n'a jamais caché ses aspirations à la Présidence des Etats-Unis, appartient à l'aile « éclairée » du Parti Républicain. Ses conceptions économiques se situent entre celles des Démocrates et celles des Républicains de la vieille garde et sont, sans doute, plus voisines de celles-là que de celles-ci. La Commission Rockefeller est, de loin, plus ancienne que celle mise en place par le Président EISENHOWER puisqu'elle a commencé ses travaux en 1956. Cependant, soit qu'il s'agisse d'une simple coïncidence, soit qu'on ait voulu faire œuvre politique, le rapport ROCKEFELLER intitulé « PERSPECTIVES POUR L'AMERIQUE » (PROSPECT FOR AMERICA) n'a été publié qu'au début 1961 et sa préface est datée de Novembre 1960. Si ses principes rejoignent ceux de la Commission EISENHOWER, les moyens qu'il propose seraient plus révolutionnaires et davantage dans la note KENNEDY. Au surplus, ce n'est pas simple coïncidence que M. J. MacCLOY, aujourd'hui chargé d'une importante mission par le Président KENNEDY, ait été l'un des membres, et non des moindres, de la Commission dite des « OBJECTIFS POUR LES AMERICAINS ». Ce n'est pas une coïncidence non plus qui nous fait retrouver dans le Cabinet KENNEDY, au poste de Secrétaire d'Etat, M. Dean RUSK qui eut un rôle important dans la commission ROCKEFELLER. Enfin, l'on sait que M. DILLON, sous-secrétaire dans le Cabinet du Président EISENHOWER, se retrouve aujourd'hui promu au

rang de Secrétaire au Trésor. Or n'est-ce pas dans ce Ministère qui se tient le plus près des questions économiques que cette affirmation de continuité est la plus significative ?

Dans un ordre différent, dans des tonalités différentes, on retrouve dans le rapport EISENHOWER et dans le rapport ROCKEFELLER des objectifs communs, ou plutôt des impératifs communs : la pré-éminence de l'individu, la recherche de la paix, le développement économique dans le pays et hors du pays, la re-pensée des associations internationales dans un concept de solidarité internationale, l'impulsion à donner à l'instruction, à la culture et, plus singulièrement, à la recherche scientifique, etc. Ce sont, à peu de choses près, les thèmes de la campagne électorale de M. KENNEDY, thèmes qu'il a repris dans son message du 30 janvier sur « L'ETAT DE L'UNION ». Les « NOUVELLES FRONTIÈRES » n'ont donc pas été inventées par le Président KENNEDY. La notion d'une politique de hardiesse existait en germe, même parmi les moins libéraux des Républicains. KENNEDY essaie d'en faire une réalité.

Mais voici à peu près huit mois que la nouvelle Administration est en place et déjà, de partout, on se demande — « Qu'y a-t-il donc de changé ? » Certes, huit mois, c'est déjà beaucoup pour ceux qui croient encore à la vertu magique d'une baguette d'enchantement. Mais c'est bien peu quand on songe à l'ampleur des problèmes à résoudre, surtout pour un pays qui n'a pas encore construit une machine administrative aussi permanente que celle que l'on connaît dans certains pays d'Europe. Et puis, il faut bien se dire que, même aux Etats-Unis, le ton révolutionnaire des campagnes électorales trouve un tempérament immédiat au contact des responsabilités du pouvoir.

Les objectifs de la politique économique

Lorsqu'il s'agit de définir une politique, on ne peut s'arrêter à l'énoncé d'un ou de plusieurs impératifs. Il faut essayer de les définir. La Chambre de Commerce des Etats-Unis dans une brochure intitulée « LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE » et publiée il y a quelques semaines, a défini ce que nous pourrions appeler les « sous-impératifs » de la politique économique. Démocrates et Républicains, j'en suis sûr, seraient unanimes à les reconnaître.

Les voici :

- 1 — Renforcer la liberté économique, élément essentiel de la liberté tout court. « Sans cette liberté économique — disent les rédacteurs — l'individu n'est pas un libre citoyen. »
On admet sans doute que, de même pour toute autre liberté, la liberté économique de l'individu est limitée par la liberté des autres. Et c'est cette liberté que les Américains désignent traditionnellement sous la formule « libre entreprise ».
- 2 — Le deuxième sous-impératif est la « promotion de l'efficacité économique générale ». Il ne s'agit pas seulement de la productivité de l'individu ou de l'entreprise. Il s'agit de l'efficacité du système dans son ensemble. Une économie efficiente doit répondre tout ensemble aux besoins du libre consommateur et aux possibilités de production. Une libre entreprise doublée de concurrence doit automatiquement faire trouver le point d'efficacité maximum.
- 3 — Le troisième sous-impératif comporte la promotion de l'expansion économique, c'est-à-dire la capacité de produire des biens et des services. Il ne s'agit pas, précise le rapport, d'accroître la production en valeur absolue, il faut que le rythme d'accroissement de cette production soit plus rapide que le rythme d'accroissement de la population pour que la part de chacun soit accrue.

Cette expansion a deux aspects, celle des ressources, qu'il s'agisse du capital-outil, des matières ou des effectifs du travail; et celle de la technique intellectuelle, directoriale ou profes-

sionnelle, de manière que la production soit accrue pour un ensemble donné de capital — travail — ressources naturelles.

4 — Le quatrième sous-impératif se définit par la réalisation de la stabilité économique. Il ne s'agit pas d'éliminer toutes fluctuations économiques, mais d'en contenir les effets dans des limites compatibles avec les autres objectifs. Ici, les tenants de la politique de libre entreprise, autrement dit les anti-dirigistes, qui désirent atteindre à la liberté économique, à l'expansion et à l'efficacité économique, par l'initiative individuelle dans le cadre d'institutions sociales et de lois fournies par l'Etat fédéral, les Etats et les autorités locales, estiment par contre que la stabilité économique doit ressortir au premier chef de la responsabilité du gouvernement central, seul qualifié pour fournir une politique monétaire stable et une monnaie saine.

5 — Enfin le cinquième sous-impératif défini par la Chambre de Commerce des Etats-Unis est le renforcement de la sécurité économique.

Il s'agit bien entendu de la sécurité économique de l'individu. Le marché, c'est-à-dire la libre entreprise, dans un système sain, se charge de la sécurité des producteurs, capitalistes, salariés. Il reste à pourvoir celle des consommateurs qui n'ont pas de place dans la production : les économiquement faibles, dirions-nous en Français, ainsi que ceux momentanément écartés par le chômage ou l'échec de leurs affaires. Ce doit être là le souci conjugué des individus et de l'Etat.

Disons-le tout de suite, cette analyse, qui rejoint ou résume celle faite par le Comité ROCKEFELLER comme celle du Comité Gouvernemental du Président EISENHOWER, a quelque chose d'artificiel, voire contradictoire. Admettre l'ingérence de l'Etat dans certains domaines, c'est lui ouvrir la porte des autres. Que l'Etat ait la responsabilité d'une politique monétaire saine est une vérité première sur laquelle tout le monde s'accorde. Il est cependant plus difficile de déterminer les limites de l'intervention de l'Etat. Une monnaie saine dépend d'un budget équilibré, donc d'une production équilibrée, d'une distribution des moyens de paiement, en un mot d'une coordination dont on voit mal qu'elle puisse être le fait des individus.

Et l'on voit déjà les contradictions auxquelles tout pays d'économie libérale doit se heurter, et singulièrement les Etats-Unis.

Les contradictions

En premier lieu, la libre entreprise, aux Etats-Unis même, se heurte à de graves difficultés. En matière de transports par exemple, le pays se heurte aux crises que les pays d'Europe ont résolues, partiellement tout au moins, par la nationalisation des chemins de fer et des compagnies de navigation maritimes ou aériennes. Les Etats-Unis devront-ils nationaliser leurs transports, au mépris du principe sacro-saint de la libre entreprise ou devront-ils, au contraire, laisser le « marché » engendrer des crises dont les conséquences sont hélas trop certaines ? Par ailleurs, il n'est guère conforme aux lois de l'efficacité que plusieurs compagnies de chemins de fer se disputent des trafics absolument identiques.

Le monopole de fait ou de droit est l'ennemi No 1 de la politique économique des Etats-Unis. Les lois anti-trust ont été inspirées par les dangers que fait craindre ce monstre. C'est pourquoi les fusions d'entreprises sont toujours étroitement surveillées. Cependant dans le même temps, les syndicats ouvriers sont laissés entièrement libres de se renforcer, voire de se fusionner, au risque de porter de sérieuses atteintes à la liberté du travail, qui est, sauf erreur, une liberté économique, et même à l'efficacité économique grâce à un alourdissement des principes de productivité.

Les Etats-Unis soutiennent leur agriculture au prix de lourds sacrifices budgétaires. Il est contraire à la libre entreprise de soutenir certains cours agricoles par le stockage, mais ce peut-être une nécessité politique. En revanche, il est également contraire au principe de l'efficacité d'encourager la destruction de récoltes ou la limitation d'emblavements, alors que tous les citoyens ne mangent pas à leur faim et que nombre d'entre eux sont à la charge de la collectivité. Et dans l'évolution que nous connaissons, ces citoyens ne sont pas seulement ceux des Etats-Unis, ce sont aussi tous ceux qui, dans le monde, vivent dans la misère.

Le Gouvernement des Etats-Unis, pour maintenir une certaine prospérité, encourage l'exploitation des ressources naturelles par voie de subventions directes ou indirectes. Dans le même temps, il fait supporter à son budget de lourdes charges pour soutenir les cours d'un marché dont on prône par ailleurs la liberté.

Dans le domaine politique d'aide à l'Etranger, on a vu ce même gouvernement en proie à des contradictions du même genre, contradictions dont il faut bien dire que l'administration EISENHOWER a déjà cherché à résoudre. D'une part, on s'est employé à aider les pays étrangers à rétablir leur économie par le commerce plutôt

que par l'aide directe. Ce fut la politique *Trade Not Aid*. D'autre part, on a dû résister aux efforts conjugués de l'industrie et des syndicats tout en pénalisant certains produits étrangers, soit par la tarification, soit par le contingentement.

Mais ce sont là, me direz-vous, les contradictions communes à presque tous les pays d'économie libérale. Et c'est vrai.

Ce qui caractérise les Etats-Unis, c'est qu'à leurs impératifs que j'appellerais « internes », ils ont ajouté celui du « dollar au secours du monde » et qu'aux contradictions communes, ils ont ajouté celle qui consiste à vouloir dépenser ce dollar au secours du monde et le maintenir sain tout ensemble.

Le dollar

Il n'y a pas de doute qu'une telle contradiction apparaisse très clairement au Président KENNEDY. Mais celui-ci a hérité d'une succession difficile. Au risque de nous répéter, nous voudrions souligner qu'il ne s'agit pas pour nous de faire un partage de responsabilités entre Républicains et Démocrates. Nous pensons, au contraire, que les rôles respectifs des deux partis n'ont pu apporter que des variantes de décorateurs à une architecture devenue intangible. A supposer que TRUMAN eût été suivi par un Démocrate en 1952 et 1956, le grand problème américain serait resté le même. Que NIXON eût triomphé de KENNEDY en novembre dernier, rien n'eût été changé aux impératifs américains qui s'étaient déjà révélés au Président ROOSEVELT.

Le dollar affaibli par de récentes hémorragies doit faire face à de plus lourdes responsabilités. Le pays vit dans la léthargie d'un super-confort en même temps que les rivaux prennent, sur le plan scientifique et militaire, une avance menaçante. Le Trésor, déjà largement déficitaire malgré les promesses républicaines, doit pourvoir à des dépenses accrues alors que l'impôt a atteint son point de saturation et que l'emprunt ne pourrait produire de ressources qu'au prix d'un accroissement de taux préjudiciable à l'économie privée. Le chômage s'accroît alors que les impératifs de la prospérité, comme ceux de la balance des paiements, appellent une revitalisation de la productivité. L'accoutumance à la prospérité rend le pays super-sensible à un état de récession qui serait considéré, en d'autres pays, comme une très enviable prospérité. Et, sur le plan international, cette situation de malaise économique, altère le prestige des Etats-Unis au moment où ce prestige serait le plus nécessaire. Le superman fait douter de sa puissance, ce qui paraît à beaucoup aussi étonnant que de voir un athlète anéanti par une migraine.

Devant une telle situation, le Président KENNEDY ne peut pas s'offrir le luxe de donner la primauté à tels ou tels problèmes. Il doit les affronter tous ensemble. Cependant, et non sans raison, il estime que les discussions internationales ne peuvent être abordées sérieusement par un pays économiquement affaibli et qu'il importe de rendre aux Etats-Unis leur santé économique.

Il n'échappe pas au Président KENNEDY que les problèmes américains reposent, et celui de la balance des paiements au premier chef, sur la revitalisation de l'économie interne des Etats-Unis. Ces problèmes sont économiques, certes, mais ils sont aussi sociaux, intellectuels et musculaires. Il y a des pays sous-développés aux Etats-Unis même; il y a des Américains sous-alimentés; il y a des « mal logés ». Et, d'une manière générale, les Américains se sont laissés devancer sur le plan de l'instruction. Qu'il y ait, de surcroît, une certaine récession économique, c'est certain, du moins ce l'était au début de l'année. Il faut donc ajouter, à un plan d'ensemble d'une ampleur sans précédent, quelques coups de fouet « de réveil ».

(Suite à la page 27)

MARQUES DE COMMERCE

**BREVETS D'INVENTION
EN TOUS PAYS**

**MARION, MARION
ROBIC & BASTIEN**

(Fondée en 1892)

**2100, rue Drummond
Montréal 25**

Téléphone: AVenue 8-2152

LE TOURISME ÉCONOMIQUE

par LOUIS COLLARD

La perspective d'un Marché atlantique, qui fit l'objet de quelques considérations dans le dernier numéro de cette revue, semble s'enraciner. L'un des « visionnaires » dont nous souhaitons la multiplication vient de déclarer que « le protectionisme est contraire à l'esprit de notre temps ». Ce visionnaire est particulièrement bien placé puisqu'il s'agit du Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Economiques à Washington. Il a demandé aux industriels américains de s'engager dans la grande croisade de la libération des échanges et de la création du Marché atlantique. On peut prévoir de dures campagnes, mais n'est-ce pas là combattre un bon combat ? Et si la déclaration de l'homme d'Etat américain repose sans doute sur des calculs réalistes, elle n'en fait pas moins allusion à « l'esprit de notre temps », ce qui implique une invitation à se lancer avec enthousiasme dans la grande oeuvre d'unification

La première chose à faire — et ce que tout homme peut faire — c'est de chercher à mieux connaître ses semblables, cultivant ainsi un terrain qui sera fertile en échanges prospères. Cette prise de connaissance doit s'effectuer dans une atmosphère de compréhension et de respect mutuels. On sait combien il est néfaste de colporter une notion de supériorité nationale qui n'a aucune valeur en soi, ou de s'attribuer un avantage de principe dans la comparaison des méthodes et des genres de vie de pays en pays. Chaque homme possède en lui-même deux sources fécondes de « richesses naturelles » : d'une part le caractère que lui confère son origine et son terroir, d'autre part sa faculté de communiquer avec le reste de l'humanité qui développe en lui, justement, l'humanisme. L'homme qui voyage ou qui commerce doit donc avoir le souci de rester lui-même tout en ne cessant de donner et de recevoir. Il en va de même des nations et des peuples, et, dans le remue-ménage actuel, la saine politique doit consister à développer au maximum les ressources spirituelles et matérielles de chaque groupe en particulier afin que celui-ci puisse apporter davantage à la communauté. Le cas se présente actuellement au Canada, au Québec comme d'ailleurs en Europe, et comme il se présentera demain à une plus grande échelle. L'aspect le plus passionnant du Marché commun, c'est de voir des peuples radicalement différents sur le plan ethnique rechercher l'unité tout en évitant la fusion du « melting pot » qui serait désastreuse. Les barrières douanières, les contingentements ne peuvent être abaissés que si les barrières de l'incompréhension ont été préalablement culbutées. C'est le va-et-vient des individuels qui finalement conditionne les grands courants économiques. Pour se comprendre il faut se connaître et pour se connaître il faut se rencontrer. La création du Marché atlantique commence donc par une invitation au voyage.

* * *

Mais, hélas, la notion du « voyage d'affaires » est bien souvent gâchée. L'homme d'affaires est trop pressé, même quand parfois il pourrait ne pas l'être. Il oublie ou interprète mal la formule selon laquelle le temps est de l'argent,

car il ne s'agit pas en l'occurrence du temps gagné contre la montre mais du temps bien utilisé. Il est insuffisant, quand on veut faire des affaires dans un territoire, de s'y faire parachuter, avec quelques statistiques en poche, et de passer en trombe à travers quelques importateurs, avocats, financiers et banquiers, sans même se donner le temps de respirer l'air du pays. A ceux qui sont pressés à ce point, nous recommanderions de revenir au même endroit pour y passer des vacances et y vivre un peu comme les gens du cru.

Il est naturellement indispensable de préparer un voyage au moyen de documents, études et statistiques, et aussi de se familiariser avec les pays où l'on veut travailler en étudiant leurs lois sociales ou autres, leur histoire et leurs coutumes. Cependant il faut se garder d'évaluer un marché ou un mode de vie en fonction du nombre de frigidaires. L'information livresque, surtout sous sa forme de « digest », est devenue une plaie du monde occidental. Il est temps que de l'enfance à l'âge mûr on développe de nouveau le sens de l'exploration personnelle. Or, pour un commerçant, le simple fait de respirer l'air d'un pays étranger, en vagabondant à travers les boutiques, peut constituer une exploration de grande valeur. L'observation constitue un délassement utile en dehors du tourbillon des affaires qui lui laisse parfois si peu de place.

Il est par conséquent salutaire de prévoir dans un voyage une partie réservée aux contacts humains. Ce sont eux qui apportent les enseignements les plus authentiques sur les caractéristiques et les besoins d'un peuple. C'est aussi une leçon sur soi-même : celui qui ne s'écarte pas de son milieu et qui ne se regarde pas à travers les autres ne peut émettre que des jugements sans valeur générale. Les isolationnistes et les protectionnistes sont des casaniers. Avec la littérature et l'art, l'hospitalité est un des facteurs culturels susceptibles de contribuer au fonctionnement harmonieux d'une communauté économique internationale. Plus les portes des foyers s'ouvrent à l'étranger de passage, plus les portes s'ouvrent largement entre les nations.

Nous dirons, pour conclure, que le commerce international à tout échelon, individuel ou national (les deux se confondant finalement), doit se baser de plus en plus sur la connaissance des peuples entre eux, sur les rapports humains, et que, dans cette vaste croisade, chaque voyageur a son rôle à jouer. Les voyages, les affaires et l'humanisme constituent un ensemble agréable et fécond. Il est indubitable que les satisfactions morales et matérielles récompenseront ceux qui auront pris le temps d'ouvrir, non seulement leur serviette de documents, mais aussi leurs yeux et leur cœur sur un monde aux horizons toujours nouveaux et réjouissants. Le meilleur antidote à l'esprit de panique consiste à se lancer dans de grandioses aventures pacifiques, ce qui, pour l'homme d'affaires, veut dire : déplacer des bornes, poser de nouveaux jalons, élargir les frontières de l'action et les explorer lui-même. Comme Hermès, son patron mythologique, qu'il chausse ses talonnières ailées.

DARO VOYAGES

1500 STANLEY
VI. 4-3908

- en plus du TOURISME,
- spécialisation dans le SERVICE VOYAGES DES ENTREPRISES
- Informations — Réservations — Livraison rapide et gratuite de tous billets.

Anniversaire de la Chambre

(Suite de la page 8)

« Emerillon » — and a few others since — ventures as far as Hochelaga. I mean, Montreal. Other trade agreements are signed, in 1922 and 1934.

Et c'est encore le bulletin mensuel qui nous apprend la pose, le 14 juillet 1936, de la première pierre de la future ambassade de France à Ottawa, par le M. Premier Ministre du Canada. M. MacKenzie King fit ce jour-là un grand serment — celui de faire raser les affreux bâtiments d'usine qui enserraient à l'ouest le terrain de l'ambassade. Il a fallu attendre jusqu'à mon temps pour voir l'accomplissement de cette promesse !

Que de choses on découvre en feuilletant les collections anciennes de ce précieux bulletin !

On y apprend, par exemple, qu'en 1912, la France exportait, à elle seule, autant d'automobiles que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, et les Etats-Unis ensemble ! Mais au Canada, cependant, nous soutenions déjà fort mal la concurrence américaine, et n'avions réussi, cette année-là, à placer que 68 voitures légères. Pourtant, l'usage de l'automobile commençait à se répandre dans le Dominion et, s'il était encore interdit dans l'île du Prince Edouard, la Province de Québec, elle, en avait 2.500 ! Pourquoi notre part dans les importations d'automobiles du Canada était-elle si faible ? L'auteur de l'article s'en indignait, et concluait que les constructeurs français ne faisaient pas des efforts suffisants pour assurer des débouchés à la production automobile française, au Canada en particulier, « dans un domaine où la France pouvait, par sa qualité de ses produits, jouer un rôle de premier plan ».

In 1930, a major development was taking place. A branch was created in Ontario, which is still active under the chairmanship of M. Hulot, and at the same time our Company significantly assumed her present name of « Chambre de Commerce française au Canada — French Chamber of Commerce in Canada ».

The next decisive step in the life of the group was the admission among its members of persons of Canadian nationality. This really was a new departure, with the same goal, but from then on with a larger and far more representative group of men, and a vastly expanded capacity for action, a very distinct improvement indeed. The total membership now is 429 in Canada, 222 in France, together with seventy six firms linked to the Chamber by various ties of association. These were only 350 members at the time of the fiftieth anniversary. Le chiffre a pratiquement doublé !

Cette expansion s'est faite grâce à la présence, à la tête de notre Compagnie, d'hommes d'une clairvoyance, d'une énergie et d'un dévouement remarquables. Je ne puis les citer tous — et même si je donnais la liste de ceux qui se sont succédé à la présidence, je ne ferais pas justice à tous les principaux artisans de cette oeuvre; car nombreux sont ceux qui, sans assumer personnellement la tâche de la direction, ont néanmoins contribué puissamment à l'essor de l'entreprise. Aujourd'hui encore, M. Glorieux nous en donne brillamment la preuve. Que personne, donc, ne se sente oublié. Mais je prends plaisir à rendre hommage à certains, dont l'oeuvre a été particulièrement marquante, que je connais ou que j'ai personnellement connus, et dont certains, hélas, nous ont quittés.

(Suite à la page 25)



1872

SWISS CORPORATION FOR CANADIAN INVESTMENTS LIMITED

(Compagnie Suisse d'Investissements Canadiens, Ltée)

Filiale de la
Société de Banque Suisse, Bâle

ACHAT ET VENTE
DE VALEURS MOBILIÈRES
GARDE ET GESTION DE TITRES
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

360 ouest, rue St-Jacques
Montréal
Adr. télég.: Swisinvest



Oval Room:

Somptueusement décoré dans le style "Adam"
Déjeuner et dîner
Fameux buffet-souper tous les dimanches soirs

Lounge:

Cocktails et thé l'après-midi

Maritime Bar:

Spécialité: poissons

Ritz Cafe:

Petit déjeuner, déjeuner et dîner
à prix modérés

LA FABRICATION DU CHAMPAGNE

Si beaucoup de personnes apprécient le Champagne, bien peu en réalité connaissent les soins et les délais indispensables pour amener ce vin à maturité parfaite, afin qu'il justifie sa renommée mondiale.

Qui peut imaginer qu'il faut au moins neuf ans entre le moment où l'on procède au greffage d'un plant de vigne champenois et celui où l'on peut déguster le vin issu de ce plant ? Sait-on aussi que, vers 1890, un insecte très nuisible, le phylloxera, s'attaqua aux vignobles français et ravagea la Champagne ? Le mal dura des années jusqu'au moment où l'on remarqua que ce parasite ne s'attaquait pas aux plants de vigne américains. Et, depuis lors, les vignes de Champagne sont greffées sur ces derniers.

Sitôt greffées sur les plants américains, les jeunes pousses sont placées dans des caisses remplies d'un mélange de sciure de bois et de charbon de bois dont la température initiale est de trente-deux degrés centigrade. Elle seront ainsi maintenues en chambre chaude et arrosées par des bains au cours desquels chaque caisse est plongée dans une cuve remplie d'eau dont la température est également contrôlée. Lorsqu'elles ont pris assez de force et de vigueur, on les ramène progressivement à la température extérieure. On les plante alors en pleine terre dans un terrain défoncé, ameubli jusqu'à près de trois pieds de profondeur et enrichi de terre des marais. Elles y restent jusqu'aux premiers froids et sont alors arrachées et mises en bottes dans une cave. Au printemps suivant, elles sont plantées définitivement sur un coteau bien exposé. Après quoi, il faut trois ans pour qu'elles commencent à donner du raisin, trois ans de patience et de précautions au cours desquels on les sulfate chaque fois que le besoin s'en fait sentir.

Encore leur production est-elle limitée. Le maximum admis par la réglementation officielle est, en effet, de 6.000 livres par acre, la qualité devant l'emporter sur la quantité. Ainsi quatre années se sont écoulées avant que l'on puisse cueillir le premier raisin. Il en faudra encore cinq pour en faire du Champagne.

Pendant les vendanges, il faut que le raisin soit cueilli à point et pressé sans délai : d'où la multiplicité des pressoirs, vastes machines à pression hydraulique que l'on n'utilise que deux semaines par an. Un pressoir contient couramment 5 tonnes de raisins dont on obtient dix tonneaux de 70 gallons chacun.

La presse est ensuite relevée. On rassemble les raisins vers le centre et l'on en tire à nouveau deux tonneaux appelés « première taille ». Enfin, une troisième opération du même genre donne encore une dernière pièce qu'on dénomme « seconde taille », soit en tout treize tonneaux qui ont tous droit à l'appellation contrôlée « Champagne », mais dont les grandes maisons n'utilisent généralement que les dix premières, c'est-à-dire la cuvée. Un dernier pressurage dans un autre appareil appelé séchoir donne encore un peu de vin de consommation courante qui n'a aucun

droit au titre de Champagne. Après quoi, ce qui reste, c'est-à-dire le marc, peut être distillé pour en tirer de l'alcool. Enfin, il achève sa carrière en terre, sous forme d'engrais.

Le pressurage ne dure plus que deux heures et demie et non plus vingt-quatre comme autrefois; le jus n'a donc pas le temps d'être teinté par la peau du raisin. Détail à souligner, le Champagne est produit, en majeure partie, par des raisins noirs. S'il reste blanc, c'est en raison des conditions spéciales de pressurage et de conservation; les émanations du sous-sol champenois, très crayeux, lui confèrent sa magnifique teinte dorée. Le jus doré est enfin transvasé du pressoir dans de vastes cuves où on le laissera débourber vingt-quatre heures avant de le mettre en fûts. Ainsi s'achève la vendange qui, pendant quelques jours, mobilise pour chaque grande maison de champagne, des centaines et des centaines de champenois.

Le travail du vin commence de la façon la plus naturelle, c'est-à-dire par la fermentation dans les tonneaux qui ont été ramenés dans les caves des négociants; cette fermentation dure environ deux mois. A la fin de novembre, on effectue le premier soutirage dans de petits fûts en chêne dans lesquels l'air pénètre grâce à la porosité du bois.



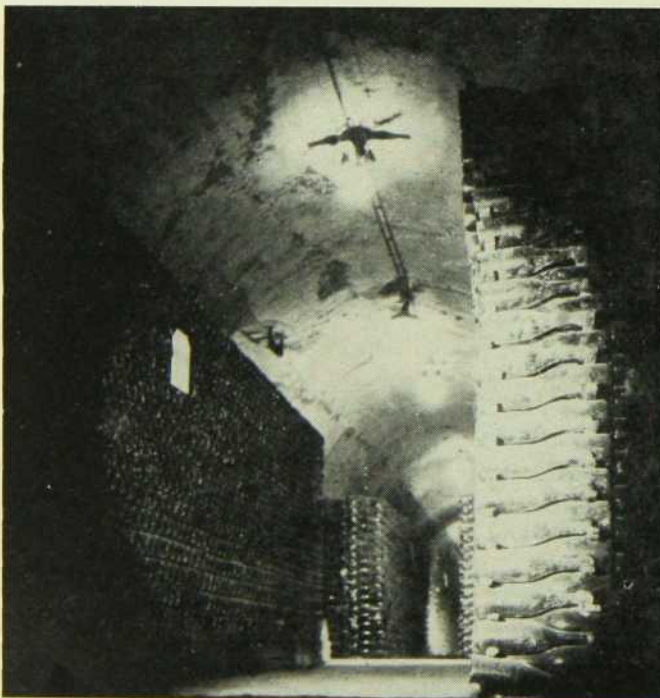
Le vin est soutiré des fûts

L'hiver, le froid provoque le claircissement des vins. On fait un deuxième soutirage au mois de mars. A aucun moment, le vin n'est filtré, le filtrage offrant l'inconvénient de diminuer le bouquet.

On procède ensuite aux assemblages par affinité de pays et selon les règles de la tradition. On prélève, à ce moment, dans les réserves en cuves, les vins des années antérieures qui sont utilisés pour l'assemblage des vins de l'année. Chaque année, en effet, un tiers environ de la récolte est mis de côté et placé dans des cuves en verre où les vins sont conservés à la fraîcheur. L'action de l'air est néfaste pour la conservation du vin et provoque un vieillissement inutile; aussi, utilise-t-on de grandes cuves de verre et non plus des fûts en bois. Le seul élément qui, en dehors des habitudes traditionnelles préside à ces coupages est la dégustation — ou plutôt les dégustations — qui permettent d'éliminer tout goût douteux. Ces assemblages ont une importance capitale et demandent la contribution de tous les administrateurs et chefs de cave des maisons de champagne.

La mise en bouteilles a lieu au printemps et dure trois mois. C'est ensuite qu'a lieu la deuxième fermentation spéciale au Champagne. Cette fermentation est naturelle et lente puisqu'elle dure environ deux ans. Elle produit la mousse qui reste concentrée dans le vin. Ce procédé champenois, déjà vieux de plus de deux siècles, a été découvert par deux moines : Dom Pérignon de l'Abbaye d'Hautvillers et Dom Oudart du Domaine de la Marquetterie à Pierry.

Fermées par un bouchon provisoire, mais de bonne qualité, les bouteilles sont d'abord posées à plat les unes sur les autres et restent ainsi pendant des mois. Dans les caves des grandes maisons, c'est par millions que les bouteilles sont entassées. Puis les bouteilles sont placées la tête en bas dans des pupitre appropriés et remuées chaque jour par des spécialistes qui en tournent ainsi dix mille à l'heure.



Réserves de bouteilles dans les caves



Scène de vendange

Travail de patience et de précaution : mais tout n'est-il pas patience et précaution dans la fabrication du Champagne ?

Le moment venu, d'autres spécialistes procèdent au travail particulièrement délicat qui consiste à déboucher les millions de bouteilles, de façon que tout le dépôt formé sur le bouchon s'en aille sans qu'il en résulte une perte importante de vin. La bouteille est alors remplie, éventuellement en ajoutant du sucre pour le sec et le demi-sec. Il ne reste plus qu'à reboucher les bouteilles et à les laisser reposer à nouveau. Ce n'est que cinq ans après leur année de millésime qu'elles sont finalement livrées à la consommation. Elles sont habillées avant l'expédition.

CHAMPAGNE

1955

ERNEST IRROY

BRUT

*Médaille de la Qualité Française
pour 1960*

Dans les meilleurs hôtels et
restaurants de Montréal à Québec

MARQUE No 575-1 À LA RÉGIE DES
ALCOOLS DE QUÉBEC

Représentant pour le Canada

William Whiteley (Canada) Limited

1610 ouest, rue Sherbrooke, Montréal — WE. 7-5493

R. BRIAN DAVILLE, Directeur-Gérant

L'HUMOUR ANGLAIS ET LES PROBLÈMES FINANCIERS

Tony Mayer a déjà consacré à la vie anglaise, dans la collection "Que sais-je?" un charmant petit volume dont le succès en Angleterre, en France et en Amérique du Nord a été très vif. Il vient de publier chez Julliard une anthologie de l'humour anglais. Tony Mayer a relevé 85 définitions de l'humour entre lesquelles il hésite à choisir. D'après lui, l'humour anglais, "phénomène insulaire et privé" est une espèce à part. Nous prélevons quelques échantillons de ses rubriques "économiques et financières".

Argent — Il n'y a qu'une catégorie d'individus qui pense plus à l'argent que les riches : ce sont les pauvres (Wilde).

Pour les Anglais, il y a deux sortes d'argent : leur argent qui est BON; l'argent des autres, qui est bon à dépenser. Il y a aussi deux sortes de monnaies : leur monnaie qui est BONNE; la monnaie des autres, qui est bonne à dépenser (Chester Anthony).

Auto — Un objet lourd et luisant dont on ne se sert pas en semaine et que l'on nettoie le dimanche (Chester Anthony).

Banque — Une banque est l'endroit où l'on vous prête un parapluie quand il fait beau, et où on vous le tire dès qu'il se met à pleuvoir.

Cher — Si vous n'avez pas envie de quelque chose, ne l'achetez pas pour l'unique raison que cela coûte trop cher (Wilde).

Chiffres — Rien n'est aussi trompeur que les faits, si ce ne sont les chiffres (Conning).

Colonies — Même quand les colonies deviennent indépendantes, elle ne cessent pas pour autant d'être des colonies (Disraeli).

Crédit — L'insolvabilité recevant d'une autre insolvabilité une garantie de solvabilité (Dickens).

Economistes — Si tous les économistes étaient unis bout à bout, ils n'atteindraient pas une conclusion (Shaw).

Expert — Un expert est quelqu'un qui en sait de plus en plus sur de moins en moins de choses.

Pauvreté — Un des avantages de la pauvreté est qu'elle vous oblige à pratiquer la vertu (Jérôme).

Il n'est pas honteux d'être pauvre, mais c'est rudement gênant (S. Smith).

Revenu — Il y a peu de chagrins, aussi cruels soient-ils, qu'un bon revenu n'aide à soulager (L.P. Smith).

Je vis tellement au-dessus de mes revenus qu'en vérité nous menons, eux et moi, une existence entièrement séparée (Wilde).

Voyage — Une occasion pour les Anglais de se sentir fiers d'être Britanniques, et de rappeler — tristement mais fermement — aux étrangers qu'ils doivent le respect aux Britanniques (Chester Anthony).

En voici quelques autres d'un intérêt plus général.

- Penser est la chose la plus malsaine du monde, et l'on en meurt comme de toute autre maladie. Heureusement, en Angleterre, la pensée n'est pas contagieuse (O. Wilde).

- Tous les animaux sont égaux, mais certains animaux sont plus égaux que d'autres (G. Orwell).

- Je n'aime pas la campagne : c'est un tombeau qui est bon pour la santé (S. Smith).

- Les cygnes chantent avant de mourir. Certaines personnes feraient bien de mourir avant de chanter (Coleridge).

- Pour bien jouir de l'été en Angleterre, il faut le faire encadrer et le mettre sous verre dans une pièce bien confortable (Walpole).

- La bigamie, c'est avoir une femme de trop. La monogamie aussi (John Heywood).

- Il me semble parfois qu'en créant l'homme, Dieu ait surestimé ses possibilités (O. Wilde).

- Un métaphysicien : dans une chambre noire, un aveugle cherchant un chapeau noir — qui ne s'y trouve pas (Bowen).

- La science moderne abandonne la preuve par l'absurde pour la preuve de l'absurde (S. Butler).

- Les voleurs ont le respect de la propriété : ils souhaitent simplement que la propriété des autres deviennent la leur afin de mieux pouvoir la respecter (G. K. Chesterton).

- Rien ne me trouble davantage que la notion de temps et celle d'espace. Et cependant rien ne me trouble moins car je n'y songe jamais (Charles Lamb).

LES ÉDITIONS FRANÇAISES INC.

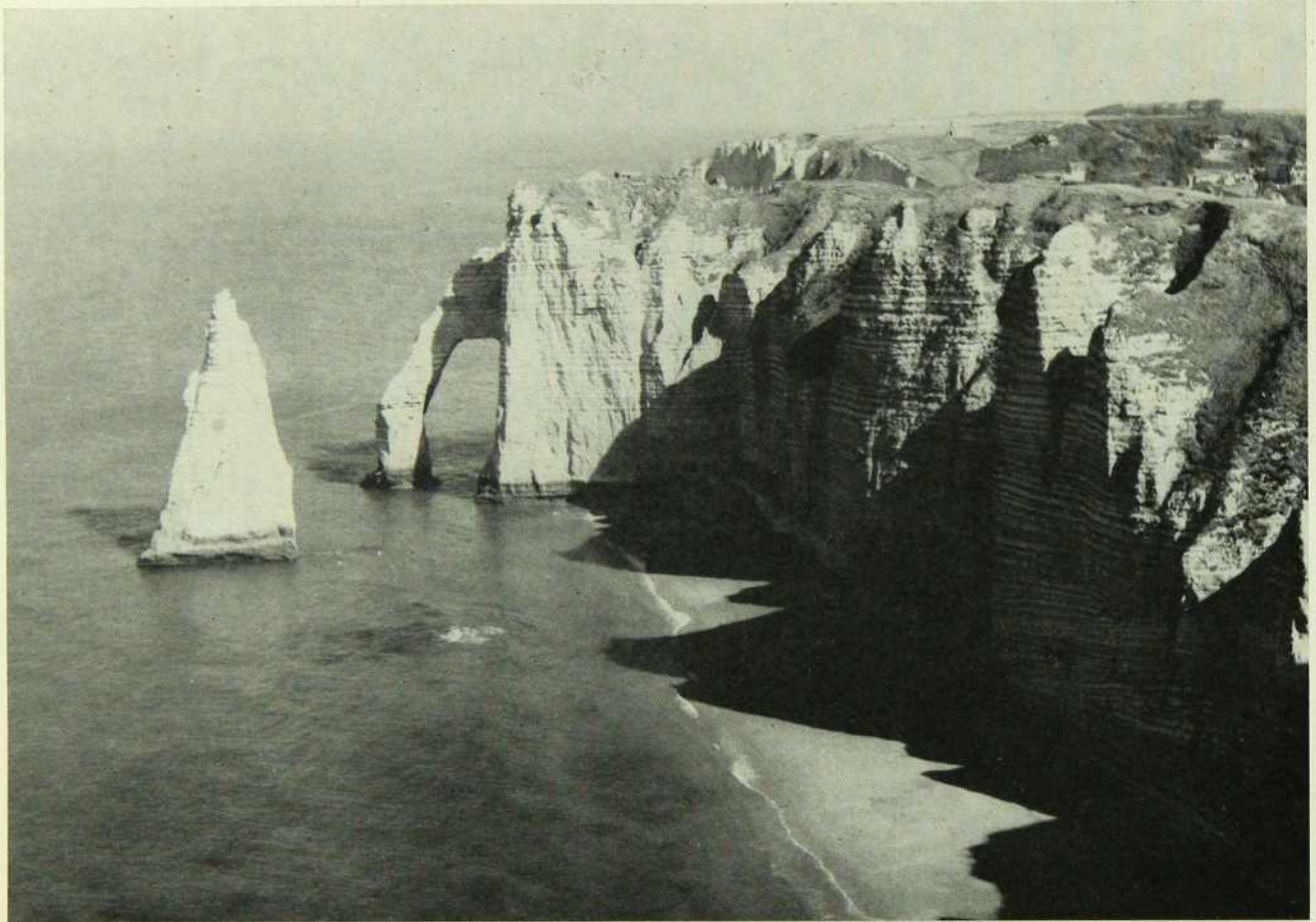
Agents Généraux pour le Canada
de la

LIBRAIRIE LAROUSSE

Siège Social :
192, RUE DORCHESTER
QUÉBEC, P.Q.

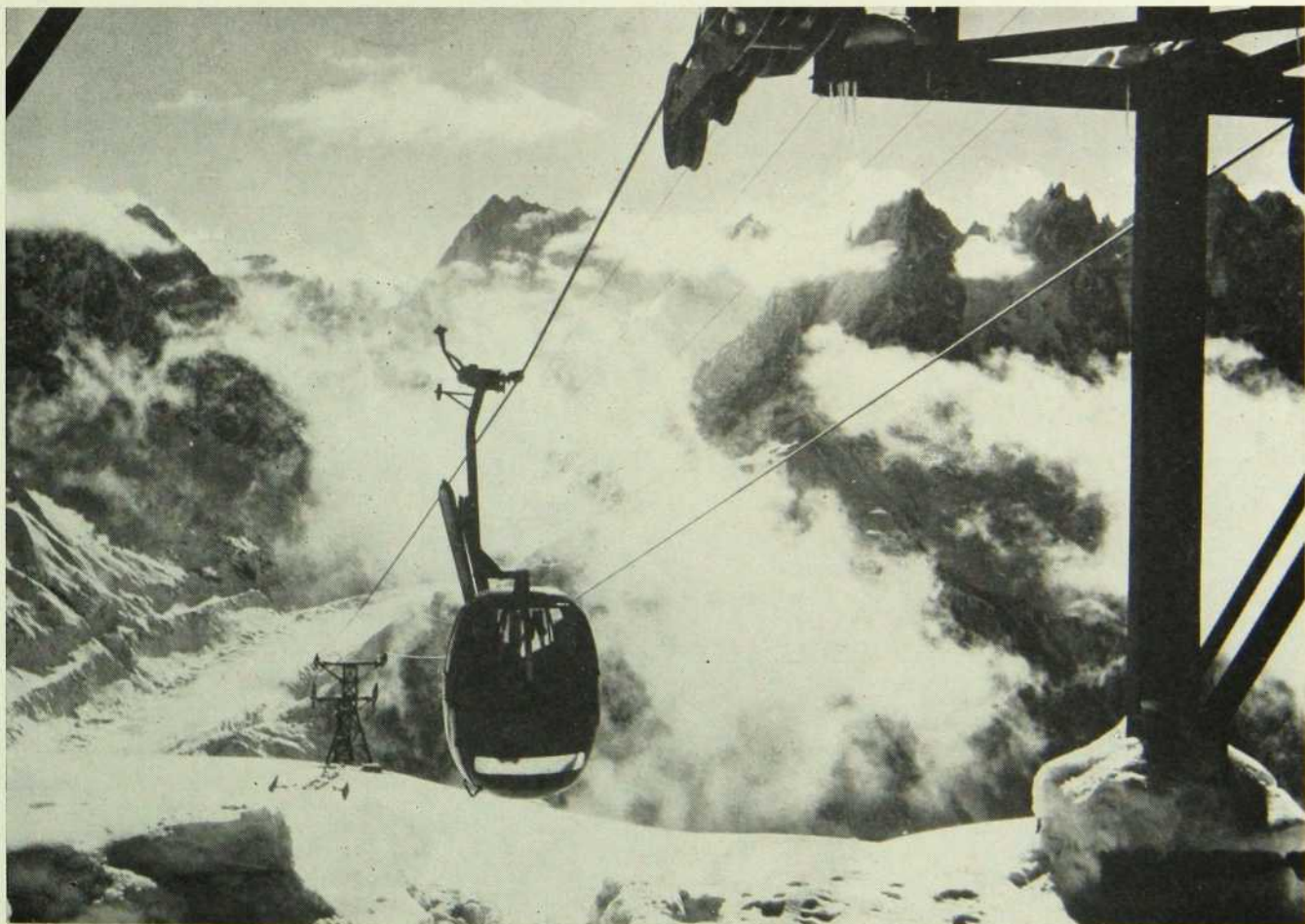
Succursale :
8440, BOULEVARD ST-LAURENT
SUITE 301 — MONTRÉAL, P.Q.

L'ANNÉE PROCHAINE EN FRANCE



Ce n'est pas le rocher de Percé, mais celui d'Etretat, près de Dieppe. C'est dans cette dernière ville qu'auront lieu, en août 1962, des cérémonies marquant le vingtième anniversaire de l'héroïque débarquement des troupes canadiennes pendant la dernière guerre.

Les championnats mondiaux de ski, auxquels participeront les skieurs canadiens, se dérouleront à Chamonix du 9 au 18 février prochain. Voici l'un des nombreux téléphériques de la région de Chamonix.



BIBLIOGRAPHIE POUR L'HOMME D'AFFAIRES

Ouvrages sur la France

L'impasse Algérienne, par Alain Peyrefitte (Plon) — L'auteur, homme politique dont les commentaires sur le problème algérien retiennent l'attention dans la grande presse française, vient de publier une étude sur les composantes économiques d'une solution algérienne. Il étudie les trois hypothèses et leurs conséquences : la sécession, l'association et le partage.

La France dans la C.E.C.A., par P. Saint-Marc (Fondation Nationale des Sciences Politiques). A l'heure où la construction européenne est à un tournant, on lira avec intérêt le bilan objectif de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et l'étude prospective des réformes nécessaires à la poursuite de l'intégration politique et économique de l'Europe.

La France Economique en 1960, (Sirey). Présenté par René Courtin, le classique Annuaire de la Revue d'Économie Politique passe en revue les principaux aspects de la vie économique française.

Le Progrès Social en France, par R. Norguet (Plon). L'auteur juge l'état matériel et moral de l'économie française, face au marxisme. Il s'agit d'un bilan lucide, détaillé et de bonne foi. Préface de Georges Villiers.

Annuaire Statistique Abrégé de la Région Parisienne (I.N.S.E.E.). Essai statistique sur la région parisienne, présenté par F.L. Closon, et comprenant la population, les industries, échanges, prix, salaires, consommation, finances, etc.

Histoire des Grandes Entreprises (Plon). Monographies sur Saint-Gobain, par Jean Choffel, Peugeot, par René Sedillot, Union Minière du Haut-Katanga, par Ch. d'Ydewalle et Du Pont de Nemours, par Max Dorian.

L'Europe et le Tiers-Monde

L'Europe des Européens, par G. Elgozy. Economiste et humaniste réputé, l'auteur, qui est actuellement conseiller technique au Cabinet de M. André Malraux, étudie les perspectives de développement de l'Europe en attachant une importance particulière aux problèmes culturels.

L'Unification Monétaire de la Communauté Economique Européenne, par G. Mirabella. Dans cette étude, l'auteur, qui est italien, passe en revue les problèmes que pose l'unification monétaire de la Communauté Européenne.

Tiers-Monde 1961 (Presses Universitaires de France). Sous le titre "Les Nations Unies, chantier de l'avenir", le premier volume traite de l'action de l'O.N.U. à l'égard des pays sous-développés et en analyse les succès et les échecs. Ecrit en collaboration avec Pierre Abelin, Paul Bastid et le professeur Robert Debré.

Le Canada

Troubled Canada, par Walter Gordon (McClelland and Stewart). L'ancien président de la Commission sur les perspectives économiques du Canada pose les problèmes économiques auxquels fait face le Canada, analyse la politique économique et financière du gouvernement fédéral

au cours des 5 dernières années et suggère un plan d'action pour l'avenir.

Social Purpose for Canada, (University of Toronto Press). Ecrit sous la direction de Michael Oliver, professeur de sociologie à l'Université McGill, avec la collaboration de professeurs et d'économistes tels que Pierre-Elliott Trudeau, Albert Breton, Scott Gordon et G. Grant, cet ouvrage a le mérite de rappeler que l'expansion future du Canada ne peut s'effectuer que suivant un plan ordonné et non pas au petit bonheur, comme cela a été souvent le cas jusqu'à maintenant.

Secondary Manufacturing Industry in the Canadian Economy, par William Loughheed (Baxer Publishing Company). Au moment où il apparaît nécessaire de développer certains secteurs industriels, afin de soutenir l'emploi, on lira avec intérêt ce livre qui tente de montrer les voies qu'il faut suivre pour y parvenir.

La province de Québec

Croissances et Structures Economiques de la Province de Québec (Ministère du Commerce et de l'Industrie, Québec). Préparé sous la direction de M. André Raynault, professeur à l'Université de Montréal, ce livre commandité par le gouvernement de la province de Québec, met en relief les forces et les faiblesses de l'économie québécoise. Il comprend un long chapitre sur le projet d'implantation d'une industrie sidérurgique.

Ouvrages de doctrine

Plaidoyer pour l'Avenir, par Louis Armand (Calmann-Lévy). Document exceptionnel, dans lequel l'une des personnalités les plus remarquables de la France actuelle élabore une véritable philosophie de l'action, afin de construire l'avenir. L'auteur montre notamment comment notre société est bouleversée par la révolution technique et comment l'avenir est aux économies de grande dimension. Ce livre a été réalisé avec l'aide de Michel Drancourt.

A la Recherche d'une Economie Concertée, par M. Bloch-Lainé (Editions de l'Épargne). Un autre grand « commis », et l'un des financiers les plus en vue actuellement, présente un essai sur un type d'économie dépassant à la fois les thèses des libéraux et des dirigistes.

L'Economie pour l'Homme, par André Thiéry, (Editions de la Colombe). Formé aux problèmes de l'économie d'entreprise, en particulier la gestion, l'auteur critique le gaspillage que représente pour l'économie l'inadaptation des structures aux activités modernes et envisage de généraliser aux grands ensembles sociaux les recettes qui font l'efficacité des grandes entreprises modernes.

Le Capitalisme en Pratique, par Pierre Bleton (Economie et Humanisme). L'auteur met en relief la puissance du capitalisme moderne, en soulignant certaines manifestations comme la concentration des entreprises et la mise en œuvre du financement. Il conclut en soulignant que le problème du capitalisme n'est plus économique, mais moral et politique.

A CHANGING PATTERN OF DISTRIBUTION IN EUROPE

The European market is changing, and the means of getting goods from the factory to the consumer are changing with it.

The rise of European incomes is creating a broader, richer consumer market in each country. The fall of trade barriers between countries is encouraging the distribution of consumer goods on a European scale. Both trends are causing European distribution to develop closer to the pattern of the American mass market.

The Old and the New

Europe's traditional system of distribution was built up around the small, family-owned retail shop. Before goods reached the shop, they passed through several wholesalers, each of whom added his costs to the final retail price. Volume was small; mark-ups were large.

Today a more efficient system is emerging. Mass production and the expanding consumer market have made it possible to do profitable business with lower mark-ups and higher volume. Retail outlets are growing larger; functions once performed by many wholesalers are being taken over by large organizations and chains. The distribution system is reshaping itself around an European mass market.

Bigger Distributors

A trend toward concentration is taking place all over Europe, in one form or another. Large, well-established retail organizations, such as the Paris-based chains and department stores in France and the big Italian organizations with their buying centered in Milan, have expanded rapidly and taken on new functions. A growing number is operating in more than one country. Many are producing some of the goods sold in their outlets, and some have assumed the role of wholesaler, establishing warehouses to serve outlets in towns too small for a departmental store.

The small retailer has responded by joining cooperatives and voluntary chains. The voluntary chains comprise from 50 to 300 independent retailers who buy together through a large wholesaler or retailer. Many of these central purchasing organizations offer the small retailer financial aid and technical advice.

Many small shopkeepers simply have gone out of business. In the last ten years, some 40,000 retail units have been eliminated in France alone.

One result of this trend to larger units is that the American businessman selling in Europe today deals with fewer distributors. These can order larger quantities of goods on a more regular schedule. They can reach a wider market than ever before.

A significant aspect of the growth of chain stores in Europe is the development of distributors' brands. By producing or packaging merchandise sold in his own retail

outlets, the chain distributor can control quality while holding down costs. Advertising a family of products with one brand name cuts cost per item and lends itself well to point-of-sale display.

The distributor's brand is becoming a symbol of quality in Europe, and now accounts for a significant proportion of total sales. In Germany about 18% of all retail sales bear the brand name of the retail organization which sells them.

The Rise of Self-Service

The most striking change in European retailing has been the growth of self-service. In food distribution, the self-service shop — along with its larger and more pretentious relative, the supermarket — plays an increasingly important role. During the 1950's the number of self-service food outlets in Europe rose from under 1,000 to over 36,000 and the curve is still rising rapidly. The first American-style supermarket opened its doors in 1956; last year there were about 500 in Britain alone, another 500 on the Continent.

Although Britain has the most supermarkets, the smaller self-service store has developed farthest in Germany, Switzerland and Scandinavia. More than 30% of all groceries in Germany are sold through these outlets. In France, Italy, and Belgium their share of food sales is much lower but growing steadily.

Self-service is not limited to food products, although growth there has been fastest. Many self-service food stores also sell cosmetics, phonograph records, books, and household supplies. Department stores have introduced self-service selling of shoes and clothing. A furniture supermarket has had remarkable success in Italy. In Germany and Belgium, «Cash and Carry» houses have introduced self-service into the wholesale trade.

Products and Know-How

These trends are helping to create a market in Europe for products and equipment developed in the United States. The growth of self-service is building a market for pre-packaged foods, for example. It also builds a demand for U.S.-designed floor-lighting systems, display cases, and supermarket checkout counters. Wider, more efficient wholesale distribution is helping to stimulate growth of ready-made clothing. Centralized warehousing has awakened European interest in pallet racks, fork trucks, conveyors, and containers for frozen foods.

Some U.S. firms have translated this demand into increased export sales. Others have licensed European manufacturers to produce from their design. Still others have built manufacturing plants in Europe or entered into joint ventures with European firms.

(The Chase Manhattan Bank, Nov. 1961)

DEGUSTEZ
la fameuse
LIQUEUR
du
PAYS BASQUE

LIQUEUR IZARRA

JAUNE en Bouteilles No 213A — VERT en Bouteilles No C 1468

EN VENTE
dans tous les
MAGASINS
de
R.A.Q.

ALLEZ EN FRANCE PAR AIR CANADA ET ÉCONOMISEZ \$128



Vous pouvez vous permettre de passer 2 semaines complètes en France, grâce au tarif spécial des excursions de 17 jours en réactés, classe économique, que vous propose AIR CANADA! Vous épargnez \$128 sur le voyage aller-retour, entre le 1er octobre et le 31 mars.



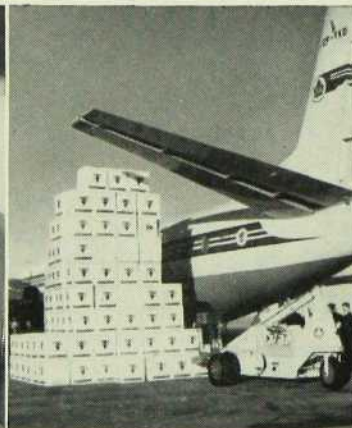
10% COMPTANT SEULEMENT et vous faites vos valises! Grâce aux conditions de crédit d'AIR CANADA, le versement de 10% seulement vous obtient votre billet aller-retour — et vous avez 24 mois pour régler le solde.



Un magnifique DC-8 géant À RÉACTEURS ROLLS-ROYCE vous transporte dans une reposante quiétude. AIR CANADA compte plus de lignes directes entre le Canada et de nombreuses capitales européennes que toute autre compagnie d'aviation. Seul AIR CANADA vous offre un service en réactés de Toronto et de Montréal vers Paris.



Le personnel préposé au service des voyageurs parle le français, rendant ainsi votre voyage particulièrement agréable. Et si vous ne pouvez vous permettre de faire vous-même le voyage en ce moment, pourquoi ne pas faire venir certains membres de votre famille habitant l'Europe, en profitant du tarif spécial des excursions de 17 jours en réactés, classe économique!



NOS MESSAGERIES AÉRIENNES offrent également un service irréprochable entre le Canada et l'Europe. Que vous fassiez un voyage d'affaires ou de plaisir, profitez du tarif spécial des excursions de 17 jours. Consultez votre agence de voyages ou un bureau d'AIR CANADA.

MONTRÉAL — PARIS
\$368.60 (\$36.86 comptant)

TORONTO — PARIS
\$408.60 (\$40.86 comptant)

JETEZ UN COUP D'OEIL sur ces tarifs spéciaux des excursions de 17 jours, en réactés, classe économique, offerts par AIR CANADA. Et bientôt, vous aurez la grande joie de revoir votre pays natal!



AIR CANADA
TRANS-CANADA AIR LINES

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

ÉTABLISSEMENT HENRI LAVILLE, St-Laurent-du-Var (A.-M.)

Fleurs naturelles

MAISON DE VENOGÉ, Epernay (Marne)

Champagne

ÉTABLISSEMENT NOËL, 6, Place de la Buanderie, Grasse, (Alpes Maritimes)

Huiles essentielles — base pour parfums et cosmétiques

SAREES (FRANCE) LTD., 15, Bd. de la Madeleine, Paris I

Capuchons imperméables

FILATURES DU VELAY, Coubron (Haute Loire)

Fils à coudre pour fourreurs

G.E.M.I.C., 18, rue d'Enghien, Paris (10e)

Matériel pour l'équipement des industries du caoutchouc et des matières plastiques

SIBAG, 136 - 138, rue du 18 Juin, Ermont, (S. & O.)

Pièces détachées pour matériel de travaux publics

FRANCINOX, 68 - 70, rue Amélot, Paris (11)

Coutellerie en acier inoxydable

L'INDUSTRIE DE PROTECTION CIVILE ET INDUSTRIELLE, 11, rue Lafayette, Paris (9e)

Équipement et matériel de protection industrielle

LE TRANSISTOR INDUSTRIEL, 101 Boulevard Murat, Paris (16e)

Porte-voix "MERROVOX" à pile et transistor

CAPAL, 31 rue Dugesclin, Lyon (6e)

Articles pour cheveux

GUILHON & BARTHELEMY, 18, Route de Montfavet, Avignon, (Vaucluse)

Machines à fabriquer les carreaux de terrazo

A.G.B.C., 109, Bd. Henri-Barbusse, Houilles, (S. & O.)

Matériel pour l'industrie chimique

CASTAING FILS, 8 à 14, rue Manappier, Cauderan-Bordeaux, (Gironde)

Pulvérisateur pour l'agriculture

Rhone-Isere, 24 à 28, rue des Tuilleries, Yon (5), (Rhône)

Ferronnerie pour meubles bois et métal

COMPAGNIE FRANÇAISE D'EXPORTATION, 10, rue Bergolèse, Paris (16e)

Articles de quincaillerie. Pièces détachées pour cycles

PEZON & MICHEL, Amboise (Indre-et-Loire)

Articles de pêche

LE CONDENSATEUR CÉRAMIQUE L.C.C. 138, rue de Paris, Montreuil-s-Bois, (Seine)

Composants électroniques.

ANDRÉ PAILLET, 49, rue d'Echalon, Oyonnax (Ain)

Articles de ménage en matière plastique. Peignes et articles de toilette et montures de lunettes

ANDRÉ ROBIN, 82 Avenue Émile Zola, Paris 15ième

Jus de fruits naturels et concentrés

GUY DAGNIAUD, 69, rue de la République, Rochefort sur Mer (C-M)

Pineau des Charentes A.C. 180 (blanc et rouge)

STÉ DES PRODUITS CHIMIQUES DE BORDEAUX, 62, rue J. Brunet, Bordeaux (Gironde)

Nitrate de potasse raffiné industriel

ANC. ÉTABLISSEMENTS SECHAUD & CIE, 36, rue de Chateaudun, Paris 9ème

Pierres et perles pour bijouterie

OFFRES DE REPRÉSENTATIONS FRANÇAISES

SAVONNERIE DU MIROIR, 51 Bd. Rabateau, Marseille (B.-du-R)

"V.C.L." complexe pour machines à laver la vaisselle

CHAMPAGNE VICOMTE D'ARTOIS, 4, Avenue Général Giraud, Reims (Marne)

M.O.C.I.*), (4,521,) 22, Avenue F.D. Roosevelt, Paris 8ème

Recherche Agents ou importateurs pour machines d'alimentation pour collectivités, hôtels et boulangeries

DEMANDES FRANÇAISES DE PRODUITS OU DE REPRÉSENTATIONS

DIPROFAN, 94, Avenue de Boufflers, Nancy (M & M)

Met son organisation à la disposition des exportateurs canadiens pour leur faciliter la diffusion de leurs produits en France

M.O.C.I.*), (4,540,) 22, Ave. Franklin D. Roosevelt, Paris 8ème

Possédant centre Paris vastes locaux commerciaux, personnel spécialisé import-export, étudieraient toutes propositions représentation en textiles.

BERNARD DE JONG, 27 rue Kempf, Strasbourg (B-R)

Représentations commerciales — correspondance en anglais, allemand, hollandais

*) Moniteur général pour le Commerce et l'Industrie.

UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE À NEW-YORK

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

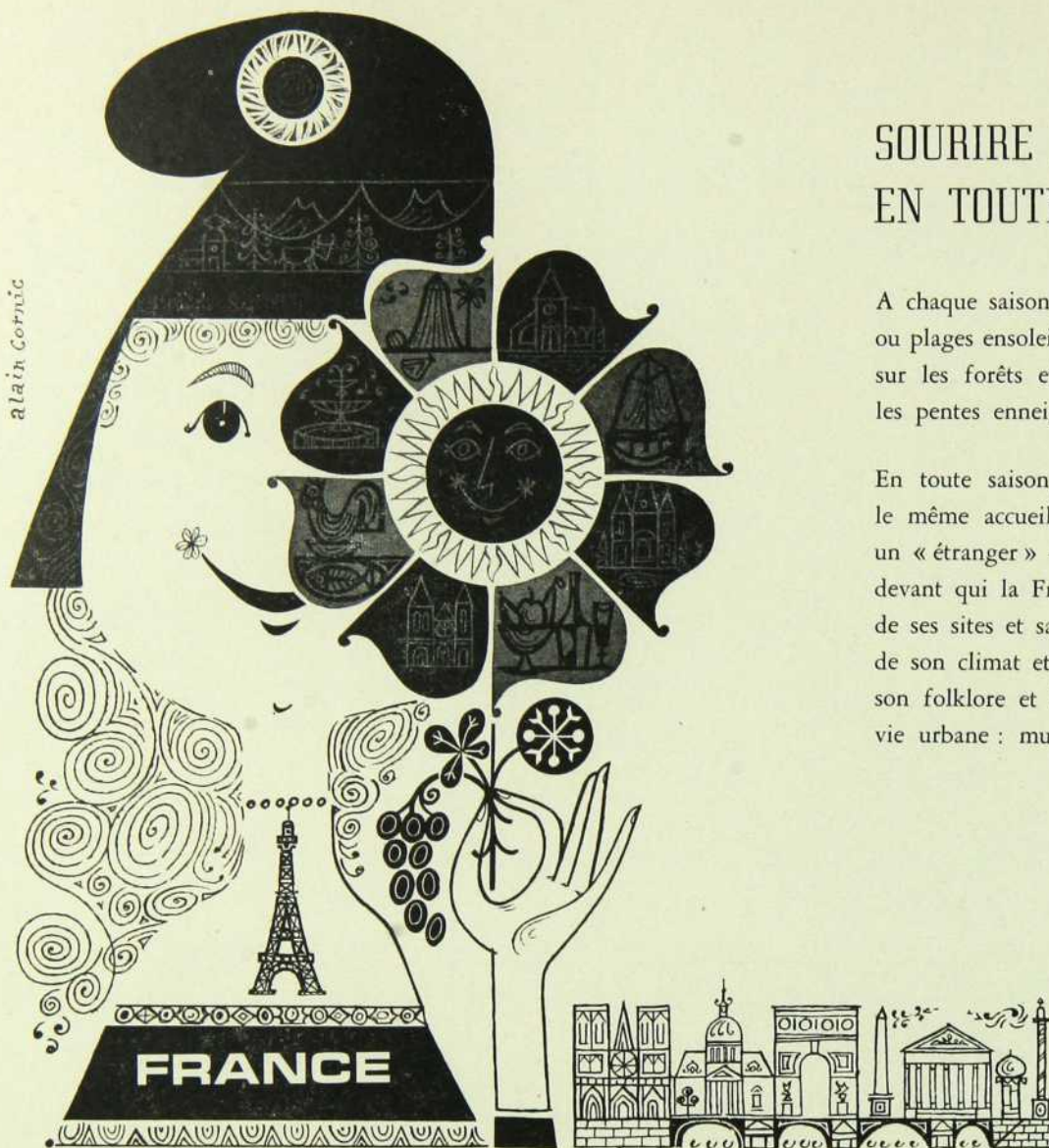
Société Générale Building

66-68 Wall Street

New York 5, N.Y.

Téléphone — Bowling Green 9-4600

MEMBRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA



Alain Cornic

SOURIRE DE LA FRANCE EN TOUTE SAISON...

A chaque saison sa grâce; vergers en fleurs
ou plages ensoleillées, patine de l'automne
sur les forêts et plaisir du ski sur
les pentes enneigées.

En toute saison, le même sourire,
le même accueil, le touriste n'est pas
un « étranger » — c'est un « visiteur ami »
devant qui la France déploie la beauté
de ses sites et sa gastronomie, la douceur
de son climat et l'attrait de ses châteaux,
son folklore et les agréments de sa
vie urbaine : musées, concerts, théâtres...

Pour informations nous vous invitons à écrire aux

SERVICES OFFICIELS DU TOURISME FRANÇAIS FRENCH GOVERNMENT TOURIST OFFICE

1170, RUE DRUMMOND, MONTRÉAL (CANADA)

WHY FRANCE IS GOOD FOR BUSINESS

Of course, there are the Folies, the Châteaux, the Louvre and the Ooh-la-la.

But take a look at Lacq! You'll see an immense natural gas reservoir near Bordeaux with an annual output of 168 billion cubic feet of gas and a distribution network that's already 2,175 miles long. You'll instantly recognize what this new source of low-cost industrial power will do for France's expansion.

The Common Market prosperity makes France the ideal country today for new industrial investments and large-scale distribution systems.

And whether you settle in Paris, Nice or a dozen other expanding cities, you'll also find France magnificently equipped to serve as H.Q. for your company's activities throughout Europe as well as Africa and the Middle East.

Generously served by air, rail, road, canal and pipeline, France is famous too, you'll recall, for the cordial atmosphere which leads to the best business agreements.



Alain Cornic

MARKAS INTER. SERV.

FRANCE

AUTOMOBILES: THE STRUGGLE FOR NEW OUTLETS

The world's automobile industry is easily pinpointed. 12.5 million passenger cars were built in 1960, 6,700,000 in the U.S., 1,820,000 in Germany, 1,350,000 in Great Britain, 1 million 175,000 in France and 600,000 in Italy. These five countries account for 91.5% of the world total. In each, production is concentrated around a few industry giants, the «Big Four».

In the U.S., these are General Motors (50%), Ford (25%), Chrysler (15%), and American Motors (7%).

Germany has several small auto-makers, and the Big Four accounts for only 87%, Volkswagen 45%, Opel (General Motors subsidiary) 20%, Mercedes Benz 12% and Ford 10%.

In Britain the make-up is the same, small firms adding 17% of the total, British Motors Corp. 33%, Ford 25%, Vauxhall (G.M.) 13% and Rootes 12%.

American interests are almost non-existent in France, where auto output is dominated by Renault (40%), Citroen-Panhard (25%), Simca (18%) and Peugeot (14%).

In Italy, Fiat holds away as a near-monopoly, its output representing 80% of the country's production.

An 80% annual growth has occurred in the past 10 years; the U.S. made 75% of the autos in 1951, but now adds only 53.6%. Great Britain has gained from 6.8% to 10.8%, France from 4.5% to 9.4%, Germany 4% to 12.9% and Italy 1.7% to 4.8%.

The rest of the world builds 8.5% of the total, against 6% 10 years ago.

Thus, Europe's emergence as a leading factor in auto production is apparent; her output value has doubled, she makes 4 out of every 10 automobiles.

Who are the world's prime passenger car users? At the end of 1960, there were 95 million autos in the world, 60 millions of them in the U.S. (63.1%), 5.5 million in France (5.8%), 5.3 million in Great Britain (5.6%), 4.1 million in Germany (4.3%), and 2 million in Italy (2.1%). The «Five» owns 81% of the world's total, but 10 years ago, when there were 55.5 million autos, they possessed 87% of them.

The U.S. shows a 40% growth since 1951, the Common Market and Great Britain 225% and the rest of the world 135%.

One American in three has a car today, there is one for every 12 persons in the Common Market-U.K. and one for every 156 persons elsewhere in the world. These figures were one for 4 in the U.S., one for 25 in Europe and one for 325 for everyone else, ten years ago.

Europe, then, is approaching the day when her people will own cars in numbers rivalling the U.S. At a slower pace, but just as certainly, the rest of the world will follow. There are still good times ahead for auto sales!

The automobile is the most basic individual need of 20th century man, not only for travel, but for escape from his daily problems.

European auto manufacturers today base their optimism and enthusiasm on this principle, and on the

knowledge that the European product is backed by technical and commercial superiority unmatched elsewhere in the world.

In design, in comfort and in appointments, by standards of motor performance and technical excellence of new ideas (disc-brakes, etc.). Automobile producers everywhere owe their success to European know-how.

Does this mean that European manufacturers will have smooth sailing in the future simply because markets throughout the world will be open to them during the next ten years?

Not at all, because their degree of concentration still has not reached the American level. Thirteen firms equal the production of the two U.S. leaders.

The struggle among British, Italian, German and French producers, for their domestic markets, for the European market and for all remaining world markets, is two-fold:

— Each car-maker will try to grow more quickly than his rival, to progress technically more rapidly, to beat him in price and customer-service in order to dispose of him and still be able to boost his own business with the rest of his competitor's forces. The novelty and technical standard of each will govern his rate of expansion.

— Domestic markets, losing more and more their tariff protection, will cease to be the 1st level of auto-firm development. Considering that export increases will favour the marketing of national output, the staying-power and progress of the producers will also depend on the quality and density of the trade network and foreign subsidiaries.

Because of the growing importance of sales in new countries, the development of the European auto industry will continue to be dominated by the predominance of small, practical, economical and easily serviced cars, the models most adaptable to the tremendous needs of these nations.

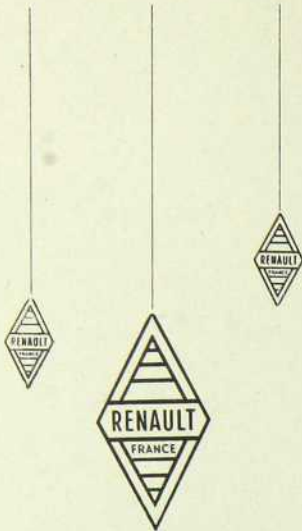
But European manufacture should also gear its operations to include the medium-sized car, comfortable and sprightly, to fill the needs and conform to the tastes of the well-to-do; the rising standard-of-living in Europe and other newly prosperous countries bears this out.

This is why the present squabble, blossoming with the appearance of new models in 1961, 1962 and 1963, is being carried out on all fronts, the small car (less than 1,000 cub.-cm.), and the medium-sized (around 1,500 cub.-cm.). In the 2,000 cub.-cm. class, competition is less keen since market potential is not so promising.

The battle between brands and types of cars is evolving out of the great technical strides being taken. At the same price, car owners now avail themselves of a product offering infinitely greater serviceability than that of ten years ago.

In mechanical excellence, safety, upkeep, durability, comfort, the small car of today easily outdistances the medium-sized one of yesterday, and the same advantage is enjoyed by today's medium-sized auto over recent big car models.

(*Les Echos*, Oct. 1961)



Joyeux Noël
et
Bonne Année
de

RENAULT - CANADA

Succursale de Montréal

1824 ouest, Ste-Catherine
8555 Devonshire
7550 Décarie



Anniversaire de la Chambre

(suite de la page 12)

Parmi ces derniers, je veux faire une mention très particulière du courageux Commandant Quedrue, du dynamique "G.P." Vinant, et du cher M. Nougier. Tous trois étaient mes amis. Saluons respectueusement, présentes à cette table, Mme Quédrue, qui donne encore son temps et sa peine à notre Chambre, et Madame Vinant, qui a vaillamment repris la tâche si prématurément laissée par son mari.

MM. Benard, Lefèvre et Dolisie sont les jeunes doyens de nos « past presidents ». MM. Dhavernas, Jean Contat, Bernard Lechartier, tous aussi mes amis personnels, ont été les plus récents maîtres d'oeuvre de cette belle entreprise, que pilote aujourd'hui, avec sa redoutable efficacité, notre cher Jean Ponsot.

On ne m'en voudra pas de faire mention aussi de ceux qui appartiennent à cette catégorie d'hommes dont la cote de popularité est parfois un peu bas dans les milieux des grandes affaires, qui s'appellent les fonctionnaires, et dont, moi le premier, je suis.

J'ai parlé de quelques grands consuls généraux d'outre-mer. De mon temps se sont succédé ici MM. Ernest Ribère et Raymond de Boyer de Sainte Suzanne. Ils méritent que leur nom soient prononcés. Et de même, M. Raymond Treuil, qui a commencé à servir les intérêts économiques français, et les relations commerciales entre le Canada et la France, dès 1938, succédant à M. de Clerval, qui avait conservé ses fonctions pendant vingt ans. De même, l'actif M. Vibien, et son sympathique collaborateur M. Brassac.

Enfin, je tire avec confiance une traite sur l'avenir en vous assurant que M. Jacques Devinat, nouveau conseiller commercial de l'ambassade de France à Ottawa, sera le plus efficace assistant de vos efforts.

* * *

Le moment est venu, après ce retour sur nous-mêmes après cette reprise de conscience de ce que nous sommes, c'est-à-dire de ce que nous sommes devenus; après cette considération de ce que nous avons accompli; après ces remerciements à ceux qui nous y ont aidés – le moment est venu de donner ce coup de sextant, pour faire le point; de voir s'il nous faut donner ce coup de barre; si nous avons lieu de retendre nos voiles; s'il nous convient de prendre, à l'entrée de ce quatrième quart de siècle, des résolutions neuves.

Ce sera vite fait. Le point ? Nous sommes sur notre route; moins loin que nous ne devrions être, mais bien embarqués, et bien lancés.

La barre ? Elle est juste. Il n'est que de la maintenir, et avec des hommes tels que ceux qui président et composent le conseil, nous pouvons être tranquilles – le cap sera tenu. Mais, comme nous n'avons pas avancé autant que nous l'aurions dû, il nous faut élargir notre voileure – et là sont les résolutions que je vous propose :

La préparation et la diffusion de l'information économique, choisie en fonction de son utilité pour nos membres est la tâche essentielle, en quelque sorte la raison d'être, de notre groupement. Il faut persévérer dans les voies déjà ouvertes.

Ceux qui ont la tâche de rédiger le bulletin "pour-raient" – je dis cela au conditionnel – se demander parfois si le jeu vaut bien la chandelle : il faut en brûler beaucoup pour sortir tous les mois ces feuillets. Les emprunts que j'ai faits aux travaux de leurs devanciers, depuis plus de cinquante ans, leur auront montré la valeur de cette besogne. Qu'ils y songent – ce qui peut leur paraître fasti-

dieux, banal, routinier, est en réalité l'écriture de l'histoire. En l'an 1986, avec quelle curiosité se penchera-t-on sur leur collection !

Ce n'est pas seulement par la lecture, mais par la parole que l'information se répand : les déjeuners-causerie organisés ces dernières années ont été un grand succès – car vos dirigeants ont su attirer ici, par leur rayonnement personnel et par le prestige dont est parée votre institution, des noms qui font autorité, et je suis moi-même venu souvent écouter avec vous des hommes de la plus grande réputation, et des représentants hautement qualifiés du monde des affaires, de la grande banque, de l'industrie, des transports, du commerce, de l'administration, et – last but not least – des maires, des ministres provinciaux, fédéraux. Là encore, la voie est tracée, il n'est que de la suivre, mais en insistant toujours sur la qualité.

Enfin, et surtout, il nous faut nous élargir. Non seulement parce que cela concourt directement à cette diffusion de l'information qui est notre objet statutaire, mais aussi à la conclusion, entre nous, désormais plus nombreux, de relations utiles, d'amitiés nouvelles – ce qui est notre objectif ultime. Et enfin parce que cela nous rend plus forts, et plus indépendants. Là, comme ailleurs, c'est le nombre qui fait la force, et qui fait le prestige qui s'attache à la force. Plutôt que de compter, sinon pour végéter, du moins pour vivre, sur des subventions officielles, mieux vaut accroître le chiffre des cotisants. L'indépendance est à la mode : soyons de notre siècle – de notre fin de siècle !

Tandis que se multiplient ainsi nos rangs, accentuons le caractère franco-canadien de notre groupement. Ce ne fut pas, au début, sans difficulté que se fit jour l'idée d'ouvrir à des personnalités de nationalité non française l'accès de cette Chambre de Commerce « française » de Montréal, devenue Chambre de Commerce « française » au Canada. Je fus heureux de voir, en 1958, prévaloir cette notion nouvelle que j'avais vigoureusement appuyée. Aujourd'hui, notre conseil d'administration comprend, pour une moitié de membres français, une moitié de membres canadiens et M. Raymond Dupuis, est, avec M. Pierre Salbaing, l'un de nos deux vice-présidents.

Il nous reste un pas à franchir – l'accession des Canadiens, par alternance avec les Français, à la présidence de notre Compagnie. Celle-ci en serait-elle moins française ?

* * *

Messieurs, dans vingt cinq ans, en 1986, nous célébrerons notre centenaire. Je m'engage à ne pas faire le discours – mais je voudrais bien être là. Ce sera si facile ! Même si je me trouve alors en France, il ne me faudra que deux heures pour vous rejoindre. M. Jean Ponsot, avec sa grâce habituelle, m'invitera certainement à bord de l'un de ses avions supersoniques. Je quitterai Paris à dix heures du soir, serai à Dorval à minuit, et après avoir perdu une heure à me rendre au Ritz, arriverai pour prendre avec vous les cocktails à huit heures du soir !

Jean Ponsot, j'y compte – Et je vous invite, Mesdames, Messieurs, mes chers amis, à souhaiter avec moi longue vie à notre groupe.

À la gloire des Vins de France, voici les articulateurs de MM. Ponsot, Brassac et Malavoy.

LE BOURGOGNE

Permettez-vous, M. l'Ambassadeur et mes chers amis, que vous nous interrompiez quelques instants pour me donner l'occasion de vous présenter un jeune compagnon qui vient, à ce moment, de nous rejoindre. Je le fais d'autant plus volontiers qu'il s'agit d'un compatriote. Né en Bourgogne, tout près de Beaune, sur une côte ensoleillée, un peu caillouteuse, près d'une maison que je connais bien, il a grandi à l'ombre de ces fameux Hospices qui ont vu à la fois tant de malades et tant de ventes de si bons vins.

(Suite à la page 28)

LANCÔME

PRODUITS DE BEAUTÉ
ET PARFUMS

Agents : COSMEX LIMITÉE
MONTRÉAL

TOURISTES CANADIENS
Voyagez économiquement

SAINT CHRISTOPHE MOTOR

3, rue SCHEFFER Paris (16e)
(Trocadéro)

Tél. Kléber 46-26

Grand choix de voitures neuves et occasions récentes

Garantie de revente ou de rachat

Adr. Télégraphique: SAINTOR — PARIS

Importateur-Distributeur pour la France
des voitures *BORGWARD Isabella*

Dernières nouveautés

*parues en France
reçues au Canada... par avion*

LIBRAIRIE

HACHETTE

554 est, rue Ste-Catherine
Montréal — VI. 2-3857

BUVEZ À VOTRE SANTÉ!

VICHY CÉLESTINS

EAU MINÉRALE ALCALINE NATURELLE — PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS



RECOMMANDÉE PAR LE CORPS MÉDICAL DANS LE MONDE ENTIER.

Méfiez-vous des imitations!!! Exigez CÉLESTINS.

REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS POUR LE CANADA: HERDT & CHARTON INC., MONTRÉAL

Prés. JACQUES RACINE

C. E. Racine & Cie

LIMITÉE

1909-1961

COURTIERS EN DOUANE
ET TRANSITAIRES

Edifice Board of Trade
300, rue du Saint-Sacrement
Montréal I

Téléphone : VI. 9-5292

Nous n'entrerons pas dans le détail du plan de revitalisation que le Président propose à son pays. Ce serait nous retenir trop longtemps. Notons cependant que, sur le plan financier, un tel programme se surajoutant aux mesures appelées par la défense du bloc occidental et au programme d'Aide à l'Étranger, appelle un budget qu'il est impossible de chiffrer, mais dont on peut dire qu'il fera bientôt apparaître les budgets actuels comme d'aimables fantaisies. Mais c'est là qu'apparaissent les contradictions les plus formelles. Comme tout gouvernement de « redressement » (le terme « salut public » serait excessif), celui du Président KENNEDY est appelé à léser les intérêts de tous. Du moins peut-on le craindre. Sans doute le Président a-t-il affirmé qu'il ne créerait pas d'impôts nouveaux mais il désire accroître la productivité des impôts existants. C'est-à-dire qu'il essaiera de lutter contre toutes sortes d'aménagements qui permettraient jusqu'ici d'alléger la charge d'une fiscalité déjà rigoureuse. Faire rendre davantage, autrement dit « presser le citron » un peu plus, risque fort de heurter de front le monde des affaires dont le Président appelle, d'autre part, la coopération. Il est vrai que, par ailleurs, ce dernier compte sur un accroissement des rendements consécutifs à leur vaste mouvement d'expansion, ce qui ne pourrait que plaire au même monde des affaires.

Si l'on ne crée pas de nouveaux impôts, il faudra bien recourir davantage à l'emprunt. Pour ceux qui pourraient s'alarmer d'un accroissement de la dette publique des États-Unis, il est peut-être bon de rappeler que l'inquiétant n'est pas le chiffre en soi mais son rapport avec la richesse du pays. Or, il est intéressant de noter qu'en 1940, la dette publique de 40 milliards de dollars correspondait à un G.N.P. de 100.6 alors qu'en 1960, cette dette s'élevait à 286 milliards pour un G.N.P. de 503. Or, en 1945, 1946, 1947, la dette était plus élevée que le G.N.P. et personne ne s'inquiétait alors de la valeur du dollar. En admettant — ce qui est fort possible — que le Congrès accorde au Président KENNEDY ce qu'il refusa à son prédécesseur, le relèvement du plafond d'emprunt, il en résultera un appel au marché financier qui aura pour double effet de relever le loyer de l'argent et de raréfier les fonds mis à la disposition de l'industrie. C'est-à-dire que non seulement la charge du service financier en sera alourdie, pour le budget, mais aussi pour l'industrie qui, au surplus, risquera l'asphyxie.

C'est pour éviter cette passe dangereuse que le Président a lancé son idée d'allègement des taux à long terme, corrélativement à une élévation — ou un maintien — des taux à court terme. L'allègement du « long terme » doit permettre au Gouvernement et à l'industrie de trouver des fonds d'emprunt. L'élévation du « court » doit permettre de lutter contre l'évasion des capitaux et de défendre le dollar.

Il est évident qu'une telle politique appelle un dirigisme assez rigoureux. Or, le Président continue de prôner une politique libérale. Même aux États-Unis, où l'on a l'habitude de recourir à la « Coopération volontaire » du public, il semble difficile de faire admettre une telle politique sans un minimum de dirigisme. Dans une telle éventualité, l'instrument de l'*Open Market* c'est le système fédéral de réserve. Or, malgré un effort de bonne volonté, il semble bien que le *Federal Reserve Board* ne soit pas disposé à suivre le Président très loin dans cette voie. Et même si le *Board* y était disposé, où trouverait-il les moyens d'une telle politique ? Il n'est pas question d'utiliser les ressources de la Trésorerie qui en a trop besoin. Il n'est pas davantage question de créer, par l'inflation (c'est-à-dire en sapant le dollar) un ordre de ressources que, dans d'autres pays l'on a pu, un moment, créer. Il reste donc qu'il faudra accentuer la stérilisation des ressources des banques du

système fédéral et revenir ainsi à une politique d'argent rare préjudiciable à l'industrie que l'on veut revitaliser. Le Président du *Board*, M. William McCHESNEY-MARTIN, tout en manifestant le désir de coopération du *Board* n'a pas manqué de donner quelques avertissements quant à la portée d'une telle politique (déclaration du 7 mars 1961 au *Joint Economic Committee*).

Le Président KENNEDY, inspiré par son « *brain-trust* », n'a pas manqué de relever que l'économie américaine évoluait au-dessous de sa capacité de production. Il s'est déjà trouvé en conflit avec les syndicats qui tendent de remédier au chômage par la réduction de la durée du travail. Cette seule notion va à l'encontre de son désir d'enlever tout le pays dans un élan unanime, en même temps qu'il préconise un nouvel effort d'équipement du pays. M. HELLER, conseiller du Président, et M. McCHESNEY-MARTIN se sont publiquement heurtés sur ce thème. Ce dernier croit à l'augmentation du chômage résiduel après chaque récession, alors que l'administration compte sur l'expansion pour ramener le chômage irréductible (*the hard core*) à une proportion de 4% de la population active.

Nous n'avons cité là que les plus importantes contradictions que soulève la politique économique du Gouvernement. Elles ne sont pas une nouveauté. D'autres pays les ont rencontrées et les rencontrent encore. Mais, dans d'autres pays, même lorsqu'ils sont aussi « libres » que la France, on a admis que de telles contradictions ne pouvaient être résolues que par l'adoption d'une certaine mesure de planification, mesure qui englobe souvent une politique de pleins pouvoirs. Le Président des États-Unis, on le sait, est investi de pouvoirs que bien des dictateurs n'ont jamais pu s'arroger. Mais, par contre, l'économie est, aux États-Unis, un des rares domaines où le Président — même lorsqu'il s'appelait ROOSEVELT — n'a pu s'aventurer qu'avec une certaine prudence. Le Président KENNEDY, à part quelques mesures de détail, n'a pas encore affirmé sa politique. Il sait déjà que, pour mettre en ordre les affaires — mêmes internes — de son pays, il doit se concilier les citoyens. Pour convaincre tout le monde, il a besoin d'un climat de catastrophe générale ou d'une très heureuse conjoncture. Personne n'espère la catastrophe, mais KENNEDY compte beaucoup sur la conjoncture qui, fort heureusement, donne des signes très encourageants de redressement.

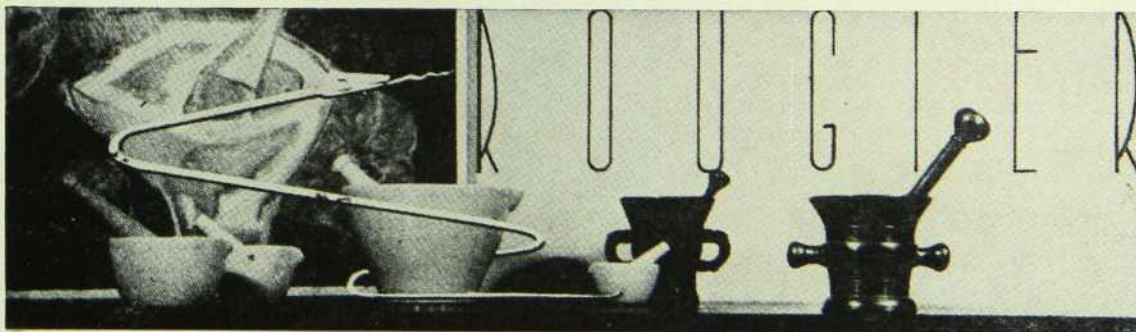
Conclusions

Défendre le dollar est un impératif. Défendre les États-Unis très au-delà de ses frontières en est un autre; et l'on voit bien leur contradiction.

Mettre tout le monde au travail et faire du plein emploi s'opposent en apparence à la réduction du chômage que l'automatisation risque de cristalliser.

Faire la relance de l'économie et atteindre à l'équilibre du budget; faire la prospérité de 180 millions d'Américains et de trois milliards d'hommes au-delà des frontières; répondre au dogme communiste par celui de l'économie libérale, tout en continuant à tenir des comptes... C'est ajouter beaucoup aux douze travaux d'Hercule.

Le monde, anxieux, se demande si cet Hercule que l'on représente trop complaisamment avec des béquilles, peut répondre au « challenge ». Pour l'immédiat, on peut penser que le peuple américain n'a pas fini l'inventaire de ses énormes ressources. Il lui fallait peut-être Spoutnik, Gagarine et Titov, pour se rendre compte de ce que d'autres puissances pouvaient lui disputer en primauté. Mais il est aussi très capable de répondre à l'appel d'un KENNEDY pour reprendre conscience de ses qualités intellectuelles et sportives comme de son potentiel encore inexploré.



2055, RUE FAVARD

Spécialités pharmaceutiques

MONTRÉAL 22

Anniversaire de la Chambre

(Suite de la page 25)

C'est un jeune homme de la campagne. Il a l'esprit léger, un peu frondeur, on le dit à tort superficiel. Si sa jeunesse ne lui a pas donné l'aplomb des seigneurs que nous saluerons tantôt, il n'en a pas moins de l'éclat, beaucoup de verve et certaine profondeur veloutée qui témoigne d'une maturité fort au-dessus de son âge.

Sa famille est de bonne renommée. Elle compte des noms illustres comme les Corton, les Volnay, et plus proche de notre héros, les Meursault et les Montrachet. Ils ont égayé la table des rois, conduit souvent nos troupes à la victoire et, depuis plus de mille ans, animé toutes les fêtes. Familiers des grandes abbayes, ils ont été aussi l'ami du pauvre et sa source profonde de vraie joie et de grande charité.

Voici leur héritier que nous saluons. Il est frais comme la fleur, pur comme un archange, beau comme le soleil.

J'ai nommé le Beaune Clos des Mouches, 1959.

LE BORDEAUX

Après la Bourgogne, Bordeaux: deux noms de victoires; deux noms de sources de vie où les hommes vont puiser, selon leur affectivité, pour poursuivre avec la nature leur éternel dialogue.

Bordeaux — Victor Hugo l'a décrite en huit mots: « Prenez Versailles, mêlez-y Anvers, vous avez Bordeaux... » Mais si Bordeaux recèle de précieux monuments et si c'est un très grand port, c'est aussi, et c'est ce qui nous préoccupe le plus ce soir, la capitale du vin.

C'est donc une ville de goût et d'esprit si l'on en croit Claudel qui disait: « Le vin est le professeur du goût et, en nous formant à la pratique de l'attention intérieure, il est le libérateur de l'esprit et l'illuminateur de l'intelligence ».

Dans la grande banlieue de cette ville, plus précisément dans la Commune de Pessac, se dresse un château dont le nom, sur de sobres étiquettes, a été porté jusqu'aux confins de l'univers, le Château Haut Brion. Il est l'illustration du prestigieux vignoble des Graves qui s'étend du Sauternois jusqu'aux portes mêmes de Bordeaux. Les anciens le chantaient déjà: Pline, Salvien et Ausone, qui ne se contentaient pas de le célébrer dans ses versuclets mais qui y était vigneron.

L'histoire en serait trop longue à vous conter ce soir. Nous honorerons seulement la mémoire du président de Gasq, heureux propriétaire de Haut Brion au 18ème siècle et qui fit de son domaine le premier centre d'expérimentation viticole. Depuis lors, la tradition a été fidèlement maintenue. Le château appartient aujourd'hui à un grand américain, ami de la France, M. Douglas Dillon, qui a confié à un notable bordelais, le soin de surveiller de très près la culture de la vigne et le travail du Chai.

Depuis 1855, le Château Haut Brion partage avec ses trois grands voisins du Médoc: Château Laffite-Rothschild, Château Margeaux, Château Latour, mais seul parmi les Graves, l'honneur d'être classé premier cru.

L'excellent vin rouge que vous allez déguster maintenant a du corps, une belle couleur, de la finesse et un bouquet remarquable qui se développe avec l'âge. Si le calcaire de la terre girondine lui donne sa fermeté, l'argile sa douceur et l'humus sa couleur et son feu, le mélange de sable, de cailloux et d'aliôs propre à cette région des graves lui a donné son arôme et son aptitude à une conservation presque indéfinie.

Et maintenant, buvez, je vous prie. Roulez cérémonieusement votre gorgée. Que mille saveurs, s'éclipsant l'une l'autre, éveillent à votre insu des souvenirs depuis longtemps oubliés. Et puissent d'agréables images naître aussi: souvenirs de voyages, d'agapes et de caves profondes. C'est la grâce que je vous souhaite...

LE CHAMPAGNE

Mes chers amis, nous terminerons, comme il se doit, par le Champagne. Laissez-moi vous dire quelques mots — pas longs du tout, « foi d'animal » — quelques mots donc sur le champagne et son féminin — Province.

Un ami, devant qui je soulignais un jour à quel point son fils lui ressemblait, me répondit tout fièrement: « lorsqu'on plante un haricot dans un pot, qu'est-ce qui pousse, un pot ou un haricot ? »

A vrai dire les lois de l'hérédité sont plus complexes, père et mère en tout cas partageant strictement les responsabilités. Ainsi en va-t-il des vins. Le cep qu'on plante ne prend toute sa valeur qu'en fonction du sol qui le reçoit. Et voici qu'intervient, sitôt la naissance,

pour le vin comme pour l'homme, un troisième élément, au moins aussi important, l'éducation. La longue tradition et l'attention constante de nos vignerons français font du jus de leurs vignes des vins parfaitement bien élevés.

Le « Champagne » (entre guillemets), fabriqué aux Etats-Unis, s'obtient assez facilement: on verse du vin blanc dans une grande cuve, on y mêle du gaz, on touille un moment — le tour est joué. Qui prétendrait que c'est du champagne? Comment la France n'a-t-elle pu ou voulu trouver des mesures de rétorsion, pour faire respecter les noms de ses vins? Je m'en étonne toujours. N'importe qui, n'importe où, s'avroge le droit de nommer la boisson locale Champagne, Bourgogne ou Cognac. C'est un peu comme si on permettait au premier scribouilleur de signer ses oeuvres Shakespeare, afin d'attirer l'attention du public.

Les géographes distinguent en France les pays de bocage et les pays de champagne. La plus vaste des Champagnes, terrains crayeux aux horizons dénudés, a donné son nom à la grande Province que l'on trouve en quittant Paris vers l'est.

Cette Champagne s'honore de quelques-unes des plus belles églises du monde, d'ateliers de sculpture prééminents du 13ème siècle et d'une grande lignée de poètes depuis Chrétien de Troyes jusqu'à Paul Claudel, en passant par Jean Racine et Jean de la Fontaine. Qui dit mieux?

Mais nul n'a plus fait pour la gloire de son pays champenois qu'un certain moine, Dom Pérignon. Mes chers amis, saluons sa mémoire. Il inventa la fabrication du champagne.

L'idée est simple, comme toutes les grandes idées. L'oeuvre demande beaucoup de soin et beaucoup de travail, comme toutes les grandes oeuvres. Il ne s'agit pas ce soir de vous expliquer en détail comment on fabrique le champagne. Disons seulement que le raisin d'un vignoble très délimité de part et d'autre de la Marne se prête seul à la champagnisation parfaite. Aucun vin moins que le champagne ne peut s'imiter.

Ses qualités inimitables, s'il les doit au terrain et au climat de ses vignobles, il les doit tout autant à la science, à la conscience, à la longue patience de ses vignerons et de ses artisans. Il faut plusieurs années de soins incessants dans les caves d'Epernay ou de Reims, pour qu'en sorte au grand jour la bouteille encapuchonnée, qui dans un instant va réjouir nos tables.

Oui, mes amis, c'est un vin de haute lignée et c'est un garçon parfaitement bien élevé. Le Champagne comme tout bon vin « loettific cor hominum ». Le Champagne marque presque nécessairement toute fête et tout événement heureux. Boire du Champagne c'est un événement social, je dirais même communautaire (quelle différence avec les cuites nocturnes et solitaires, le triste destin des tristes alcools!). Le Champagne est recommandé aux malades et tout autant aux bien portants que nous sommes.

Monsieur l'Ambassadeur, mes chers amis, je vous présente l'un de ces incomparables et inimitables Champagne, le Bollinger brut 1955. Une mousse légère va remplir nos verres. Gare aux esprits jaloux qui voudraient y voir un symbole de légèreté française. Ce vin nous apparaît au contraire symbolique des dons de la nature mis en valeur par l'invention et le travail, à la mesure de notre hexagone.

Il faut porter un toast. Permettez, Monsieur notre Président d'honneur, que nous levions notre verre à la généreuse Terre de France, à tous nos amis Canadiens et tous nos amis Français réunis autour de ces tables et à cette jeune et vigoureuse dame de 75 ans, la Chambre de Commerce Française au Canada.



Mme Spitzer, M. Piper, Mme Bulman, M. Spitzer

THE KEY CONSTRUCTION LIMITED

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
1070 Bleury Tél.: UN. 1-2775
MONTREAL (Canada)

FRENCH CONSUMER SPENDING

A recent survey by the National Institute of Statistics and Economic Studies (I.N.S.E.E.) finds that the French consumer is showing new confidence and is living better than ever before in terms of material possessions.

Currently registered in the country are some 5,500,000 cars, trucks and buses, of which 4,860,000 are private cars. This means that 31.9 percent of all French households now own an automobile, compared to 30.4 percent last year and 28.6 in February of 1959. Of the private cars, 23 percent belong to wage earners, 22 percent to salaried people in more or less responsible positions in industry and commerce, 20 percent to small businessmen, including shopkeepers, 13 percent to business executives and professional people, 15 percent to farmers, and seven percent to "non-active" persons.

The I.N.S.E.E. predicts an 11 percent increase in new car sales and a 27.5 percent rise in used-car sales in France this year. New cars registered in 1961 are expected to total 657,000 (compared to 587,000 in 1960). Of these new-car purchases, 50,000 will be foreign-made.

At least three out of ten households today own a refrigerator, or a washing machine, or a vacuum cleaner. Eight out of ten have radios; two out of ten have television

sets. The study predicts that when final figures are in for the first half of this year, 10 percent fewer radios will have been sold than in the same period last year. But a 30 percent increase is anticipated in sales of TV sets, and sales rises of 9.5 percent in vacuum cleaners and floor waxers, seven percent in refrigerators, and four percent in washing machines.

Some of these purchases apparently are being made in preference to expenditures on clothing, because in the first half of this year, the French bought 10 percent fewer clothing items (except for women's suits and skirts) than in the same period last year, and five to eight percent fewer shoes.

At the same time, the number of French households able to « save a bit » has increased from 18 percent in June 1959 to 20 percent in June 1960 and to 22 percent in February 1961. However, 63.5 percent of French households « just make it » on their incomes, and 12 percent have to resort to previous savings or loans.

But one out of four households is "confident" that its « situation will improve, » as against only one out of five similarly optimistic family groups a year ago.

(France Actuelle, Oct. 15, 1961)

POUR
ALLER
EN
FRANCE...
VOYAGEZ
À LA
FRANÇAISE

Le 13 février 1962

*voyage inaugural
du*

FRANCE

"Le plus long paquebot du monde"

GRAND CONFORT
EN CLASSE TOURISTE
GRAND LUXE
EN PREMIÈRE CLASSE

Prochains départs de New-York
pour le Havre:

FRANCE: 2 mars
15 mars
29 mars
12 avril

Consultez votre agent de voyages
- Son personnel expérimenté vous conseillera utilement. Si vous le désirez, il se chargera de toute l'organisation de votre voyage. Et ses services ne vous coûtent rien!

**Cie Générale
Transatlantique**

1255, Phillips Square, Montréal
6 Adelaide St. E., Toronto



L'ÉTUDE DES MARCHÉS EUROPÉENS

«Le problème le plus important de nos économies occidentales est d'améliorer leur prévision économique, et c'est pour cela que l'étude de marchés constituera prochainement la base de l'organisation économique de l'Occident.» C'est ce qu'a déclaré l'un des délégués à la conférence organisée par l'O.E.C.E. sur «le rôle des organisations professionnelles dans l'étude des marchés européens».

L'Association pour le développement des techniques d'études de marchés (A.D.E.T.E.M.), 36, rue de Penthièvre, reprend ses réunions dont voici le programme :

JANVIER 1962 : Le tableau d'échanges interindustriels, instrument de mesure.

FEVRIER 1962 : La consommation d'énergie comme instrument de mesure et de prévision.

CITROEN

DS-19 — ID-19
Station Wagon — 2 CV

A partir de \$3,295.

2 CV : \$1,395.

PANHARD

PL 17 Sedan
Grand Luxe Grand Standing
\$1,895. \$2,095.

Tigre

\$2,195.

PLAN DE LIVRAISON ET DE LOCATION OUTREMER

Livraison assurée dans tous les pays d'Europe Occidentale.

Pour tous renseignements :

AUTO-FRANCE LTÉE

7144 Côte-des-Neiges
RE. 9-4781

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & CIE

COMPTABLES AGRÉÉS

Jacques Raymond, C.A.
Guy Chabot, C.A.
Guy Martin, C.A.
Jacques Paré, C.A.
Jean Brissette, C.A.
Pierre Paquin, C.A.
Jacques Girard, C.A.
François H. Godin, C.A.
Jean-Pierre Roy, C.A.
Donald Bilodeau, C.A.

132 ouest, rue St-Jacques
Montréal 1, Qué.

VI. 2-3811



THE INTERCONTINENTAL CORPORATION OF CANADA

MEMBRES DE LA CHAMBRE D'IMMEUBLE DE MONTRÉAL

AGENCE IMMOBILIÈRE

ACHATS, VENTES, EXPERTISES, ÉVALUATIONS, HYPOTHÈQUES, PARTICIPATIONS, GESTION ET
TOUTES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

Appartements à louer

2211, RUE CLOSSE
MONTREAL 25, P.Q.

TÉLÉPHONE : WE. 7-3439
CABLES : CONTINENT-MONTREAL

CORRESPONDANTS À PARIS ET À GENÈVE



LA PAIX

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES DU CANADA

465, RUE SAINT-JEAN, MONTRÉAL — VI. 4-8632

COMPAGNIE À CHARTE FÉDÉRALE

Capital entièrement payé : \$1,060,000

AUTOMOBILE — INCENDIE — RESPONSABILITÉS CIVILE ET PATRONALE
VOL — BRIS DE GLACES

ACTIF = \$2,000,000

Directeur général : CHARLES ALBINET

La Chambre de Commerce Française au Canada

PRÉSIDENT D'HONNEUR

Son Excellence Monsieur Francis Lacoste

Ambassadeur de France au Canada

VICE-PRÉSIDENTS D'HONNEUR

M. Raymond Treuil

Conseiller Commercial et Financier
près l'Ambassade de France au Canada

M. Raymond de Boyer de Sainte-Suzanne

Consul Général de France à Montréal

MEMBRE D'HONNEUR

M. Bernard Lechartier

Ancien Président

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. Jean Ponsot

VICE-PRÉSIDENTS

M. Raymond Dupuis, C.R.
M. Pierre Salbaing

SECRÉTAIRE

Me Georges-A. Roy

TRÉSORIER

M. François Ducros

CONSEILLERS

MM. Jean Charton

J.-Louis Davignon

R. Brian Daville

Jacques Guillon

Bernard Leclerc

Gérard Parizeau

Étienne Spire

CONSEIL D'ARBITRAGE

MM. Guy Boulizon

Gabriel Boussion

Claude Boyer

René Duron

Jacques Grevin

Henri de Lanauze

André Ligne

B. R. de Massy

Raymond Mazur

P. Galt Michaud

Pierre Mora

NOS ANCIENS PRÉSIDENTS

M. SCHWOB, Fondateur de notre Chambre de Commerce ..	1886-1889	M. M. NOUGIER, Directeur de Coronet Drug Co.	1932-1934
M. C.-A. CHOUILLOU, Importation-Exportation	1890-1891	M. L. BESNARD, Représentant au Canada un groupement d'aciéries françaises	1935-1936
M. A. GIRARD, Importation	1892-1893	M. H. LEFEVRE, Président de Dominion Potash Ltd.	1936-1938
M. E. GALIBERT, Directeur de E. Galibert & Fils (commerçants en peau et laine)	1893-1895	M. G.-P. VINANT, Président de Vinant Ltée	1939-1940
M. John HERDT, Directeur général de Menier	1896-1897	M. A. TARUT, de O'Brien & Williams, Agents de change	1940-1945
M. E. GALIBERT, Directeur de E. Galibert & Fils	1898-1901	M. G.-P. VINANT, Président de Vinant Ltée	1946-1949
M. H. JONAS, Directeur de H. Jonas & Cie (produits alimentaires et essences)	1902-1903	M. H. DOLISIE, Président de Canadian Liquid Air Co.	1950-1951
M. C.-A. CHOUILLOU, Importation-Exportation	1904-1908	M. M. DHAYERNAS, Président de North American Utilities Corp.	1951-1953
M. M. CHEVALIER, Directeur du Crédit Foncier Franco-Canadien	1909-1910	M. J. BENARD, Président de B.O.P.	1954-1955
M. A.-F. REVOL, Directeur de la Maison Perrin Frères	1910-1912	M. G.-P. VINANT, Président de Vinant Ltée	1955-1956
M. J. OBALSKI, Ingénieur des Mines	1912-1915	M. J.-G. CONTAT, Directeur général de l'Hôtel Ritz Carlton	1956-1959
M. J.-R. GENIN, Importateur, Agent général de la Cie Générale Transatlantique	1915-1919	M. B. LECHARTIER, Directeur général du Crédit Foncier Franco-Canadien	1959-1961
M. H. JONAS, Directeur de H. Jonas & Cie	1920-1927	M. JEAN PONSOT, Représentant au Canada de la Cie Nationale Air France	1961
M. M. QUEDRUE, Directeur général de la Cie Aérienne Franco-Canadienne	1928-1931		

Nos Nouveaux Membres au Canada

Membres Actifs :

M. DURAND, Georges A.

Professeur titulaire, Chef du Service des Mathématiques
École des Hautes Études Commerciales
334, Avenue Viger, Montréal 18

Présenté par MM. B. Lechartier et B. Leclerc

M. Jacques LEFEBVRE

avocat et officier de relations extérieures

Trust Général du Canada
84 ouest, rue Notre-Dame, Montréal

Présenté par Me Marcel Faribault et M. Henri-N. Guilbault

M. LONGY, Jean

St. Lawrence Cement Co.

940 Côte de Liesse, Suite 308, Montréal 9

Présenté par MM. Henry E. Lefebvre et François Ducros

Mr. R. N. TOTTENHAM-SMITH

Executive Vice-President

BP Canada Limited, (Petroleum marketing)
550 ouest, Sherbrooke, Montréal

Présenté par MM. J. Ponsot et J. Guillon

Compagnies :

DOMINION BRIDGE COMPANY LIMITED

555 Notre Dame Street, Lachine Que.

(Fabricators and erectors of structural steel, boilers,
heavy machinery, etc.)

Délégués :

Mr. H. G. Walsford, Président

Mr. P. E. Savage, Vice-Président (Région de l'Est)

Mr. McMurray, Vice-Président (Ontario)

LAURENTIDE ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED

1825 Graham Boulevard, Ville Mont-Royal, Montréal 18

(Finance de ventes à paiements différés — Crédits à la
consommation)

Délégués :

M. Roland Thérien, Président

M. Fernand Delhaes, Gérant général

NOTRE CARNET

Création

La Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, membre adhérent de notre Chambre, crée une filiale canadienne, la Société Financière pour le Commerce et l'Industrie, avec un capital autorisé de \$2 millions. Les bureaux du siège social, 500 ouest, rue Saint-Jacques, ouvriront au début de 1962. Monsieur T. Solowij, anciennement chef du service des études financières et administrateur de L.G. Beaubien, en sera le directeur.

Nominations

M. BERNARD LECHARTIER, directeur général du Crédit Foncier Franco-Canadien, ancien président de la Chambre, vient d'être nommé administrateur de la Banque de Montréal.

M. ROLAND CHAGNON, qui a démissionné de son poste de président de la Corporation de Montréal Métropolitain, est nommé administrateur de la Banque Provinciale du Canada et du Trust Général du Canada.

M. B.-R. DE MASSY, vice-président de Bristol Laboratories of Canada, Ltd., nommé administrateur de la Canadian Pharmaceutical Manufacturers Association.

Nécrologie

C'est avec regret que nous avons appris le décès du docteur T. PARIZEAU, médecin bien connu et père de Monsieur Gérard PARIZEAU, membre du Conseil d'administration de notre Chambre de Commerce.

Nous présentons à Monsieur PARIZEAU et à sa famille nos plus sincères condoléances.

ENSEIGNEMENT FRANÇAIS AU CANADA ENRG.

(E. F. A. C.)

LABORATOIRE PÉDAGOGIQUE UNIVERSITÉ-PILOTE

Docteur Claude JOURDANNE, Directeur

Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada

Maternelle • Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et classique, supérieur • École de coupe et couture

Meilleurs vœux de Joyeux Noël

et

Heureuse Année



COLLÈGE CLASSIQUE: 8265, boulevard Saint-Laurent, MONTRÉAL 11, P.Q. — Tél.: 387-6441 - 387-6442

APISERUM
ET
BI-APISERUM

du biologiste français
BOYER de BELVEFER

Si vous êtes fatigué par votre travail, si vous vivez dans l'agitation,
méfiez-vous... et essayez donc une cure de Gelée Royale
APISERUM

C'est un traitement tout indiqué chez les personnes atteintes de
surmenage intellectuel et physique

APISERUM et BI-APISERUM
vous apporteront VIGUEUR - ENTRAIN

REMISE SPÉCIALE
aux membres de la Chambre de Commerce Française

Concessionnaires exclusifs pour le Canada :
DELEPINE-LESTANG

170 est, rue Dorchester
UN. 1-7173
Montréal

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

A. & G. Halcke & Cie.

Société Anonyme au Capital de 1.000.000 de N Frs
FONDÉE EN 1869

AGENTS MARITIMES

P A R I S
54, Rue de Paradis

R O U B A I X L Y O N
215, Rue des Arts 10, Quai Tilsitt

LE H A V R E G R A S S E
Franklin Building 1, Place aux Aires

M A R S E I L L E
5, Rue Gilbert - Dru

Succursales, Filiales ou Correspondants attitrés dans
les principaux centres en France et à l'Étranger.



Office Central Catholique
LTÉE

Importateurs d'objets de piété

CHAPELETS, MÉDAILLES, CRUCIFIX,
IMAGES, MISSELS, ETC.

Représentants de fabricants et d'éditeurs français

50 ouest, rue Notre-Dame

MONTREAL 1, CANADA

Téléphone: Victor 2-2505

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

FONDÉ EN 1880

PRÊTS EN PREMIÈRE HYPOTHÈQUE
ACHATS DE CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES
PRÊTS SUR IMMEUBLES EN CONSTRUCTION

SIÈGE SOCIAL

5, rue St-Jacques Est,

MONTRÉAL (Canada)

•
SUCCURSALES A

QUÉBEC — TORONTO — WINNIPEG — RÉGINA
EDMONTON — VANCOUVER

•
COMITÉ DE PARIS : 18, AVENUE DE L'OPÉRA